

Le monde musulman entre nationalisme et islamisme au XXe siècle.

Ouvrages et cours utilisés:

Cyril Glassé: *Dictionnaire encyclopédique de l'islam*, Bordas 1991.

Olivier Carré: *Le nationalisme arabe*, Payot (coll. Petite bibliothèque Payot), 1993.

Olivier Roy: *Généalogie de l'islamisme*, Hachette (coll. Questions de société), 1995

Paul Dumont, *Mustafa Kemal*, Complexe (coll. La mémoire du siècle), 1983.

Cours de Mme Nadine Picaudou, I.N.A.L.C.O., année scolaire 1995-1996.

N.B. Ce cours doit impérativement être complété à l'aide de celui sur le Proche-Orient au XXe siècle (A3), qui traite notamment le conflit arabo-israélien; ainsi que par ceux sur les Balkans (A1) la décolonisation (P5) et l'énergie (E2). Certains aspects des sujets ici traités sont également abordés dans les cours sur l'Empire colonial français (Fr 10 et Fr 14), ainsi que dans le cours sur la politique des nationalités en U.R.S.S. (Rs 5).

Les mots suivis d'une astérisque* sont expliqués dans les annexes. Deux astérisques** renvoient au cours sur le Proche-Orient.

I-L'islam au XXe siècle: une religion en expansion.

Au XXe siècle l'islam a connu une importante expansion. **Expansion démographique** d'abord, largement due à la natalité très élevée des régions musulmanes, tard entrées dans la transition démographique¹; de ce fait il y a aujourd'hui un gros milliard de musulmans, soit un être humain sur six. **Expansion géographique** aussi, malgré ou peut-être à cause de la colonisation européenne. Non seulement l'islam n'a cédé aucun terrain dans les régions où il dominait avant la colonisation (les tentatives de rechristianisation de l'Algérie ont été des échecs absolus; l'islam a bien mieux résisté que les autres religions en U.R.S.S. et en Chine), mais il s'y est imposé comme l'une des forces essentielles de résistance au colonialisme (il faut dire que les puissances colonisatrices non communistes ne se sont jamais attaquées aux structures de l'islam: l'une des rares choses qu'elles ont toujours reconnues aux colonisés était la liberté religieuse).

¹ Rien d'ordre religieux là-dedans, évidemment. Aujourd'hui, la transition est en cours et se fait même très vite, notamment au Maghreb; mais les effets n'en sont guère perceptibles, la population continue à augmenter à un rythme soutenu en raison du nombre très élevé de jeunes adultes. Exceptions de taille: l'Afrique noire musulmane, moins avancée sur la voie de la transition comme toute l'Afrique noire; la péninsule arabique, où la manne pétrolière dispense de se poser des questions d'ordre économique quant à la taille des familles; la Palestine, où, face à la disproportion des forces vis-à-vis d'Israël, règne une natalité "de combat" destinée à rétablir ou à inverser l'équilibre dans l'avenir.

L'expansion de l'islam a été particulièrement nette en **Afrique sahélienne et orientale** (en revanche les rives du golfe de Guinée, par lesquelles s'est faite la pénétration européenne, sont à majorité chrétienne, ainsi que l'essentiel du bassin du Congo, qui donne sur ledit golfe, et le sud de l'Afrique), ainsi qu'en **Indonésie** — c'est aujourd'hui le premier pays musulman de la planète, plus peuplé à lui seul que l'ensemble du monde arabe, les deux suivants étant le Bangladesh et le Pakistan (l'Égypte, le pays arabe le plus peuplé, ne vient qu'en quatrième position). Dans ces deux régions, l'islam s'était implanté depuis longtemps, mais il ne touchait que les élites et les villes; il s'est généralisé au XXe siècle, à l'exception de quelques îlots chrétiens (les Moluques en Indonésie, les hauts plateaux d'Abyssinie en Afrique orientale) ou bouddhistes (Bali). En fait, plus que d'un progrès de l'islam, il faudrait peut-être parler d'un renouveau, d'une extension d'une conception plus rigoureuse de la pratique, extension qui a touché aussi des régions déjà complètement musulmanes. Ce type de processus a été abondamment décrit pour le Caucase septentrional, région très superficiellement islamisée en 1800: ici ce sont l'hostilité à la pénétration russe, puis les nécessités de la résistance au communisme et de l'affirmation d'une identité, qui ont abouti à l'approfondissement de l'islamisation.

Dans certaines régions l'islam, majoritaire depuis longtemps, s'est généralisé par massacre ou expulsion des non-musulmans: ainsi en **Turquie** entre 1915 et 1923 tous les chrétiens ont disparu (les Arméniens**, les Chaldéens**, les Grecs); presque tous les juifs du monde arabe ont été expulsés ou ont fui dans les années 1940 à 1960. Des phénomènes comparables ont eu lieu au Pakistan en 1947-1948¹. Il faut y ajouter le **déclin constant des communautés chrétiennes arabes** par conversion plus ou moins forcée ou par départ — seule la communauté maronite du Liban a conservé une place prédominante jusqu'en 1975 dans ce pays taillé pour elle (mais où elle était minoritaire); mais la guerre civile qui a suivi a abouti à la mise sous tutelle du Liban par la Syrie musulmane en 1989, et aujourd'hui les maronites semblent quitter lentement le Liban. En Égypte, en Palestine, les chrétiens sont de moins en moins nombreux; c'est l'aboutissement sans doute inéluctable d'un processus commencé depuis mille quatre cent ans, mais au XXe siècle il a été accéléré par la politisation des enjeux religieux, souvent assimilés aux enjeux nationalistes.

On a assisté également, pour la première fois dans l'Histoire (si l'on excepte l'épisode ancien de l'Espagne musulmane), à l'apparition de communautés musulmanes importantes en **Europe occidentale** (notamment en Belgique, au Royaume-uni, en Allemagne, en France où l'islam est aujourd'hui la deuxième religion derrière le catholicisme — avec des taux de pratique bien supérieurs); il s'agit de populations issues des anciens Empires coloniaux et venues par le biais de l'immigration, surtout dans les années 1950 à 1970. En revanche, il n'y a rien eu de

¹ Dans certaines régions des populations christianisées à l'époque coloniale, et favorisées par les colonisateurs, ont été marginalisées à l'indépendance, sans pour autant être expulsées: je pense notamment aux Moluquais d'Indonésie. Cependant, dans les années 1990 la situation des Moluquais chrétiens s'est à son tour aggravée: les agressions se multiplient de la part des musulmans locaux, avec la complicité des forces armées et de la police indonésiennes.

comparable à cette évolution en U.R.S.S.: les musulmans d'Asie centrale et du Caucase ne se sont pas dirigés vers les grandes métropoles russes et ukrainiennes, en partie parce qu'ils ne le pouvaient pas (à cause des rigidités du marché de l'emploi et de la *propiska*, le passeport intérieur qui limitait la liberté de mouvement), en partie parce que l'économie soviétique n'a jamais été assez dynamique pour avoir besoin d'"immigrés". Mais s'il s'est définitivement implanté en Occident, l'islam, religion méprisée et (en France au moins) volontiers diabolisée, n'a dépassé que très marginalement les milieux issus de l'immigration, et n'a pas débordé les villes¹. Aux **États-Unis**, l'islam noir américain est spectaculaire et il a été très médiatisé dans les années 1960 et 1970, mais il est très minoritaire²; en revanche les musulmans issus du vieux monde sont aujourd'hui (en 2001) devenus plus nombreux que les juifs; ils ne se sentent rien en commun avec l'islam noir, mais ils sont très sensibles à l'actualité proche-orientale.

En revanche **l'islam a reculé en Inde** (à cause des déplacements massifs de population qui ont eu lieu après l'indépendance, en 1948); il y reste quand même plus de cent millions de musulmans. L'islam a reculé aussi **en Grèce et en Serbie**, où les minorités musulmanes ont été expulsées (en 1923 en Grèce; il en reste deux cent mille en Thrace orientale); en revanche elles demeurent en Bulgarie (10% environ de la population, des turcophones en majorité) et en Bosnie (40% de la population en 1981) où la récente guerre civile (1991-1996) a abouti à leur regroupement dans des régions où ils sont désormais très majoritaires; quant à l'Albanie elle a toujours eu une majorité musulmane (70%), ainsi que le Kosovo (85% avant le départ des Serbes orthodoxes à l'été 1999). Enfin, les musulmans ne forment plus qu'un peu moins de 20% de la population d'**Israël** (dans ses frontières internationalement reconnues)³.

II) Islam et politique au XXe siècle.

La question du rapport entre l'islam et la politique est centrale: elle englobe toutes les autres, notamment celle des rapports entre la religion et la culture. C'est que **l'islam est une religion de la cité***: il ne distingue pas les affaires de Dieu de celles de César, il dicte aux individus des normes à la fois morales et sociales; il prétend aider les dirigeants à "distinguer le

¹ Sur l'islam en France, voyez le cours sur la France, au chapitre 17.

² Voyez le cours sur les États-Unis, au chapitre 4.

³ Dans tous les conflits que je viens d'évoquer, la religion n'est qu'un aspect parmi d'autres. Dans les Moluques indonésiennes, les chrétiens sont les indigènes et les musulmans sont des immigrants, envoyés aux quatre coins de l'archipel, dans le cadre de la politique dite de "transmigration", par des gouvernements (laïcs) soucieux d'unité nationale et de soulager l'île surpeuplée de Java, qui se trouve être musulmane. Dans les Balkans, les conflits nationalistes s'entremêlent inextricablement aux conflits religieux (en Yougoslavie à l'époque de Tito il existait même une "nationalité musulmane"! Voyez à ce sujet le cours sur les Balkans); le conflit en Palestine est largement d'essence coloniale. Dans tous ces conflits, la religion s'est trouvée instrumentalisée, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'ait pas ses propres dynamiques.

bien du mal" (des ministères chargés de cette tâche existent aujourd'hui en Iran et en Afghanistan, et je crois au Soudan). En principe tout ceci ne s'adresse qu'aux seuls musulmans, mais l'islam dicte également des règles de coexistence entre musulmans et non-musulmans — l'islam, représentant la dernière étape de la Révélation divine, la forme achevée du monothéisme, doit évidemment avoir la prééminence sur les autres monothéismes, lesquels sont cependant tolérés, ou plus exactement l'étaient jusqu'aux radicalisations en tous genres du XXe siècle, lesquelles ont abouti notamment au développement d'un antisémitisme massif dans les pays musulmans.

Par définition donc, en pays d'islam la religion intervient dans les affaires temporelles, politiques, culturelles et autres (évidemment, les seuls pouvoirs légitimes sont ceux qui se réclament de l'islam); elle entre régulièrement en conflit avec les logiques autres que religieuses, dès lors que le pouvoir en place ne se réclame pas exclusivement d'elle (cette tendance est ancienne: toutes les monarchies ont toujours été critiquées par l'islam radical pour leur légitimité dynastique ou militaire, donc profane; les monarchies musulmanes ont donc toujours recherché une légitimité religieuse additionnelle). Et il est beaucoup plus délicat de détacher un espace pour la laïcité en islam qu'en terre chrétienne, car **le Coran est parole divine**, donné une fois pour toutes avec toutes ses prescriptions morales ou juridiques, et la vie de Mahomet est un exemple que tout croyant est tenu de suivre (autrement dit, d'un point de vue musulman il n'y a pas d'évolution historique possible du message coranique et prophétique, il n'y a que des *adaptations* à l'époque); tandis que l'Évangile n'est qu'un témoignage humain, interprétable, et la pratique des chrétiens, leur rapport aux problèmes temporels (et même religieux), sont susceptibles d'évoluer¹.

La fin du XIXe siècle fut une période de **déclin politique et culturel** aigu pour l'islam, qui semblait avoir perdu toute dynamique aussi bien politique que culturelle. Le **choc de la colonisation** s'était traduit par la disparition de nombreux États musulmans, par exemple l'Empire moghol en Inde (en 1858), et par le démembrement progressif de l'Empire ottoman où les réformes politiques (les *tanzimat*), récurrentes depuis la fin du XVIIIe siècle, avaient été des échecs; la montée des nationalismes chrétiens avait progressivement remis en cause le modèle d'un Empire multiculturel à légitimité religieuse. De nombreuses régions musulmanes étaient désormais soumises à des pouvoirs chrétiens (ou perçus comme tels²), ce qui pour les musulmans traditionnalistes était un scandale. En 1920, après le partage des provinces arabes de

¹ Mais toutes les adaptations sont possibles, et ont été prévues explicitement par Mahomet: par exemple en ce qui concerne le jeu, la prière, etc. C'est une dérive (récurrente) de l'islam qui fait considérer comme des obligations imprescriptibles de que le Coran ne traite que comme des conseils à suivre si possible.

Par ailleurs, il devrait être possible de soutenir que si Dieu a parlé d'une certaine manière et édicté certaines prescriptions dans le cadre d'une société bien précise, l'Arabie du VIIe siècle, il parlerait d'une autre manière et édicterait d'autres prescriptions dans le cadre d'autres sociétés. Mais ce point de vue historiciste est difficile à accorder à l'idée de la perfection du message divin...

² Ainsi la France était un pays laïc, mais dans les colonies le sabre faisait bon ménage avec le goupillon, et les indigènes devaient s'y perdre quelque peu.

l'Empire ottoman entre la France et la Grande-Bretagne, la colonisation touchait la totalité du monde arabe à l'exception de l'intérieur de l'Arabie, et l'essentiel du reste du monde musulman sauf l'Iran, la Turquie et l'Afghanistan; en Algérie et en Palestine elle prenait la forme d'une éviction des populations musulmanes (entre autres) de leur terre. La **prise de conscience de l'écart de développement avec l'Occident** s'accompagnait d'interrogations de plus en plus angoissées quant à l'adaptation au monde moderne des savoirs et des cultures musulmanes: les grandes universités (liées aux mosquées les plus prestigieuses, comme al-Azhar au Caire, fondée en 989) n'enseignaient plus depuis longtemps qu'un fatras dogmatique et poussiéreux, l'inculture et l'incompétence des imams étaient patents.

La première réaction des musulmans fut de **se mettre à l'école de l'Occident**: c'est pourquoi, dans un premier temps, on vit apparaître toute une série de mouvements "modernisateurs", sécularisateurs, parfois laïcs sinon franchement anticléricaux, qui, comme en Europe, plaçaient le politique (et non le religieux) au cœur de leurs programmes. Je parlerai, pour aller vite, de mouvements inspirés par le **nationalisme**. Ces phénomènes aboutirent au kémalisme en Turquie et au nationalisme arabe, représenté notamment par Nasser en Égypte, Bourguiba en Tunisie ou Boumédiène en Algérie: ils feront l'objet de la première sous-partie. Mais dès le début du XXe siècle on assista par ailleurs au développement de mouvements religieux visant à **revenir à la pureté de l'islam** et à **réislamiser les sociétés musulmanes**, un programme qui avait forcément une dimension politique. Ces mouvements donnèrent naissance à ce que l'on appelle aujourd'hui l'**islamisme**, lequel se renforça au rythme de l'échec des expériences nationalistes. En gros, on peut écrire que les nationalismes ont dominé la scène du monde musulman dans l'entre-deux-guerres et dans la première génération suivant les indépendances, sauf dans la péninsule arabique; l'islamisme n'est devenu une force importante qu'après leur faillite, d'abord en Iran dans les années 1970, puis dans tout le monde arabe et indo-iranien dans les années 1980 (à l'extrême-orient du monde musulman, le Bangla Desh et l'Indonésie sont largement restés à l'écart de cette évolution). Le premier grand succès politique de l'islamisme a été l'instauration de la République islamique en Iran en 1979: une date fondamentale dans l'Histoire du XXe siècle.

A) Le nationalisme en terre d'islam.

Entre 1912 et 1920, l'Empire ottoman, le dernier des grands États musulmans indépendants, s'effondra. Au dernier moment un brillant général, Kemal Pacha, prit le pouvoir et parvint à remporter la victoire sur les Grecs et les Arméniens, mais ce n'était plus au nom de l'islam: Kemal était un musulman pratiquant mais il souhaitait, sur le modèle européen, séparer

la sphère de la religion de celle de la politique¹. L'Empire, dans sa dimension politique, prit fin en novembre 1922 avec la déposition du dernier sultan*, qui donna naissance à la **Turquie** moderne; mais il demeura calife*. Puis, en mars 1924, ce fut l'**abolition du califat**, une date essentielle dans l'Histoire de l'islam: la Communauté des croyants* n'avait plus de tête, plus de symbole commun.

Il y eut quelques tentatives d'organiser un grand congrès panislamique pour réfléchir à ce cataclysme et éventuellement proposer une solution de substitution, mais les musulmans étaient trop divisés. Jamais depuis lors aucune force politique notable en islam n'a demandé la restauration du califat; les quelques paumés qui dans les maquis algériens des années 1990 se proclamèrent "califes" employaient le mot dans un sens très vague et semblent n'avoir eu aucune prétention à la direction de l'ensemble de la Communauté: leur combat était interne aux frontières de l'Algérie. En 1996 les taliban afghans ont proclamé un émirat*, pas un califat.

Mustafa Kemal Atatürk, comme il se fit rebaptiser en 1930, est resté au pouvoir jusqu'à sa mort en 1938. Il mena **une politique de rejet systématique des traditions ottomanes**, d'"adieu à l'Orient", dont le **rejet de l'islam dans la sphère privée** a été l'un des aspects essentiels: à l'époque, et pas qu'en Europe, ce rejet de l'islam et des autres traditions était perçu comme indispensable à la survie de la nation turque, au bord du gouffre en 1918. La laïcité de l'État turc a été inscrite dans la constitution d'avril 1924 et dans toutes celles qui ont suivi; l'armée en est constitutionnellement la gardienne, et elle prend cette mission très au sérieux: les partis politiques islamistes sont régulièrement interdits, même quand, comme dans les années 1990, plus de 20% de la population vote pour eux; les coups d'État de 1960, 1971 et 1980 ont été justifiés par le péril islamiste². L'enseignement public a été complètement laïcisé, les terres du clergé ont été confisquées. Les femmes ont été émancipées, le mariage religieux a perdu force légale, l'état civil a été bouleversé (les Turcs ont reçu des noms de famille, ce qui n'était pas l'usage; on les a encouragés à donner des prénoms laïcs à leurs enfants); même le costume traditionnel a été interdit; la langue turque a été transcrite en caractères latins et "modernisée", c'est-à-dire purgée d'une grande partie du vocabulaire arabo-persan: il est donc totalement impossible aux Turcs, même instruits, de lire les textes (religieux ou non) d'avant 1928, date de la réforme linguistique. Le régime a même tenté d'imposer pour le nom de Dieu un vocable turc, pêché dans les traditions préislamiques de l'Asie centrale turque: Tanrı. Les mosquées n'ont pas été fermées (laïcité ne veut pas dire athéisme), mais elles ont été rattachées à une Direction des Affaires religieuses, qui nomme et au besoin destitue les imams* et les autres serviteurs du culte, ainsi que les muftis*, et contrôle les écoles où l'on forme le personnel religieux. Les

¹ Il existe une seule photographie de Kemal en prière...

² Et marxiste.

sermons et les appels à la prière n'ont plus lieu en arabe mais en turc (la prière, elle, demeure en arabe: c'est la parole de Dieu, on ne peut la traduire).

Le régime du "Chef éternel" (titre adopté par Kemal en 1930) était pour le moins musclé, avec jusqu'en 1946 un **parti unique** (c'était la mode), le Parti républicain du Peuple; une police politique crainte de tous, une économie très étatisée et une **extrême brutalité envers les minorités ethniques**, kurdes notamment (une grande révolte éclata en 1925, mais fut sauvagement réprimée; la langue kurde était interdite, et les Kurdes étaient appelés "Turcs des montagnes": de ce point de vue la Turquie d'aujourd'hui a tout juste commencé à se moderniser). Tout cela allait de pair avec **un nationalisme assez délirant**: partout s'affichaient des slogans du genre: "un Turc vaut tout l'univers". Dans les années 1930, Kemal s'amouracha d'une théorie linguistico-ethnique, la "théorie de la langue solaire", qui faisait descendre toutes les langues du turc: "le premier homme était turc" (et aussi les anciens Hittites, promus au rang de "nos ancêtres les Gaulois" locaux alors qu'ils ont vécu deux mille ans avant les premières incursions turques); dans les écoles et les atlas historiques, des cartes montraient les migrations des Turcs primitifs, à l'époque préhistorique, en direction de tous les grands foyers de civilisation futurs de l'Eurasie, Indochine comprise... Il en reste des traces dans les manuels scolaires, et dans certains esprits. Les liens étaient évidents avec les nationalismes extrêmes de l'Europe centrale de l'entre-deux-guerres; le parti unique et les institutions rappelaient à la fois l'Italie mussolinienne et l'U.R.S.S., avec laquelle Kemal avait des relations fort correctes, malgré la répression féroce des communistes locaux.

Depuis la mort de Kemal, il a quand même fallu un peu assouplir la laïcité: la société turque demeure à 98% musulmane, et comme toutes les sociétés du Proche-Orient elle a connu une réislamisation à partir des années 1970, liée en partie à l'échec du régime kémaliste et post-kémaliste à assurer un développement économique harmonieux. La lente et incomplète décrispation du régime a joué un rôle aussi: si dans les années 1940 et 1950 les signes extérieurs de l'islam (notamment le costume) avaient pratiquement disparu des grandes villes, c'était parce que c'était interdit et que la répression était brutale. Cependant l'essentiel de l'héritage kémaliste n'est pas menacé à court ni à moyen terme: comme en Russie les bouleversements des années 1920 et 1930 ont été trop profonds pour être réversibles; la société turque actuelle est bien trop occidentalisée, malgré tout elle s'enrichit; le rapprochement économique et politique avec l'Europe, le tourisme et l'émigration ont profondément modifié les mentalités.

À la même époque, des politiques assez semblables quoique moins radicales, très inspirées par l'exemple kémaliste, furent menées en **Iran** et en **Afghanistan**; ce dernier pays

était assez proche de l'U.R.S.S. stalinienne, dont il recevait de l'aide et notamment des conseillers. Ces deux pays cependant demeurèrent des monarchies — aux mains, à vrai dire, de deux militaires qui avaient pris le pouvoir par la force, des Kémals locaux qui n'eurent pas le courage d'aller aussi loin que lui, en 1923 pour Reza Khan de Perse (1878-1944, autoproclamé shah* en 1925 après avoir hésité à proclamer la République; dans une logique kémaliste de rupture avec le passé et de référence nationaliste au passé préislamique il rebaptisa son pays "Iran" en 1934) et en 1929 pour Nadir Shah d'Afghanistan (1880-1933; son fils Mohammed Zahir Shah, né en 1914, toujours vivant en 2001, régna de 1933 à 1973). Le reste du monde musulman était sous domination coloniale européenne, mais les nationalistes locaux s'inspiraient volontiers de Kemal, notamment en Afrique du nord (en Égypte et au Maghreb) — le meilleur exemple est celui du **Néo-Destour** tunisien, le parti indépendantiste fondé par Habib Bourguiba en 1937¹. C'est pourquoi, après les indépendances, on retrouva des traces de l'influence kémaliste dans la **Tunisie** de Bourguiba (au pouvoir de 1956 à 1987), surtout au début (dans les années 1960, on vit Bourguiba à la télévision un verre de lait à la main en plein mois de Ramadan*!). Ces influences kémalistes furent sensibles aussi en Égypte vers 1952, au tout début du régime dit "des colonels"; mais elles furent très vite assimilées et dépassées par la synthèse nassérienne que j'évoquerai un peu plus bas.

Ce fut aussi dans l'entre-deux-guerres que les musulmans d'**U.R.S.S.** durent subir les assauts d'un régime, pour le coup, franchement antireligieux: la laïcisation de la société eut lieu à marches forcées et fut imposée avec une extrême brutalité². Après une phase initiale, en gros les années 1920 et le tout début des années 1930, où des ressortissants des peuples musulmans d'U.R.S.S. jouèrent un rôle relativement important dans ces processus (encore que l'encadrement était russe; mais ils parvinrent à mobiliser, par exemple, des groupes de femmes activistes), à partir de 1930 la lutte contre l'islam prit un tour franchement colonial. Dans ces conditions, l'entreprise fut un échec: dès que la pression se relâcha au milieu des années 1980, on se rendit compte que l'islam n'avait guère reculé, en particulier grâce à la vigueur des **confréries soufies**, structures discrètes et ductiles qui ont assuré sa survie lorsque l'ensemble des mosquées et des écoles religieuses étaient fermées: hostiles aux agressions communistes mais pas forcément à la laïcité des États, elles n'ont rien d'islamiste ni de fondamentaliste, au contraire³. Les régimes actuels d'Asie

¹ Voyez le cours sur la France, au chapitre 14.

² Voyez le cours sur la Russie, au chapitre 5. La répression continua après 1945 dans les régions musulmanes du monde communiste. En 1967, l'Albanie d'Enver Hodja fut le seul et unique pays communiste à interdire carrément toute pratique religieuse et à proclamer l'athéisme obligatoire, "à la demande de la jeunesse". La minorité non musulmane était surtout orthodoxe: il n'y avait pas trop de catholiques et pas du tout de protestants, donc la mobilisation de l'opinion publique occidentale fut limitée, surtout en ces années de contestations et de radicalités en tout genre; l'Albanie, seul pays musulman d'Europe, était largement considérée comme une aberration religieuse.

³ Le soufisme est un mouvement ascétique et mystique apparu au II^e siècle de l'Hégire (VIII^e siècle de l'ère chrétienne) en réaction contre le trop grand ritualisme et le trop grand juridisme de l'islam d'alors, contre le risque d'une réduction de la religion à la stricte application d'une Loi.

centrale et d'Azerbaïdjan affichent leur laïcisme, mais n'ont à proposer qu'un post-communisme sinistre, brutal et corrompu face à des sociétés en pleine réislamisation¹.

Dans le Proche-Orient, au cœur du "grand royaume arabe" promis par les Britanniques en 1916, puis confisqué par les colonisateurs en 1918-1920, la contestation du colonialisme dans l'entre-deux guerres prit la forme du nationalisme avec l'apparition du parti Baath ou **Baas** ("résurrection"), un parti nationaliste panarabe² et laïc fondé en 1934 dans la Syrie sous mandat

Les soufis posent l'obéissance à Dieu comme acte d'amour et non comme simple soumission à la Loi; ils cherchent une voie vers Dieu qui ne doit rien à la théologie ni à la philosophie. Pour eux la connaissance du Divin ne jaillit pas de l'intellect, mais de l'expérience vécue de l'amour, ce qui exige un complet détachement de soi. Il y a selon eux trois voies de l'ascension mystique: la voie inférieure (la mortification des sens, la lutte contre les passions et les désirs); la voie illuminative (une traversée des ténèbres au cours de laquelle se prépare l'illumination); la voie unitive, qui est la voie du soufi accompli, le but ultime étant la participation de l'homme à l'essence de la Divinité, l'union mystique dans laquelle, n'étant plus moi, c'est Dieu qui vit en moi, dans laquelle créateur et créature sont une seule et même parole: à travers le soufi anéanti en Dieu, c'est Dieu lui-même qui proclame sa propre unicité et sa propre transcendance. Dans son parcours mystique le soufi passe par différentes stations (ou niveaux de l'être) au cours desquelles son âme acquiert, de par son effort personnel, des dispositions qui deviennent permanentes en lui. Les instruments privilégiés de cette élévation sont la méditation sur le Coran, la remémoration par la scansion (à l'aide d'un chapelet) du Nom divin et de ses quatre vingt dix-neuf attributs*; et aussi le concert spirituel, un mélange de poésie, de musique et de danse (les célèbres derviches tourneurs de Turquie en donnent un bon exemple), qui a évidemment été condamné comme une déviation par les musulmans les plus stricts.

Ce fut à partir du XIIe siècle que les soufis commencèrent à se réunir en confréries, afin de pallier la sclérose des autres institutions religieuses. Ces structures très souples ne réclamaient ni clergé fixe, ni lieu de culte particulier, ni même un rythme régulier de réunion: certaines, bien sûr, se sont institutionnalisées, mais d'autres ont mené une existence discrète et ont assuré à leur membres une sociabilisation alternative à celles proposées ou imposées par les pouvoirs successifs, musulmans ou non. Le soufisme devient ainsi très vite un mouvement populaire, notamment dans les campagnes, et ceci dans l'ensemble du monde musulman; il "recouvrit" notamment (et récupéra) le culte des marabouts — au grand scandale des musulmans fondamentalistes qui y voient un retour à l'associationnisme*. En effet chaque confrérie soufie est placée sous le patronage d'un fondateur éponyme, relié par une chaîne d'ancêtres (reconstruite évidemment) au Prophète, à Ali ou à l'un des compagnons du Prophète. Chaque confrérie a un maître (un "cheikh*"); l'aspirant se voit imposer un noviciat qui se termine par une retraite de quarante jours, un serment de fidélité au maître, une investiture marquée par la remise d'une tunique rapiécée, symbole d'ascétisme (la racine du mot "tunique" semble être à l'origine du mot "soufisme"). Les affiliés mènent une vie familiale et sociale normale, tout en participant régulièrement aux activités communes de méditation.

¹ Dans l'ex-U.R.S.S. des années 1990, l'islam soufi se trouve concurrencé, dans sa fonction politique (désormais très différente: la vie religieuse peut désormais apparaître au grand jour, le modèle de la "ceinture islamique" qui va de l'Iran au Pakistan est très attrayant et tout proche), par des mouvances nettement plus politiques: les médias russes les ont baptisés "wahhabites" pour entretenir la confusion avec les extrémistes arabes. En réalité, leurs liens avec l'Arabie saoudite, patrie du wahhabisme (voyez plus bas), sont essentiellement financiers, et ce pays n'est pas le seul à les financer. L'influence des anciens combattants d'Afghanistan est très forte dans ces mouvances. Ces groupes ont joué un rôle important dans la victorieuse guerre d'indépendance que la Tchétchénie a menée contre la Russie en 1994-1996 (et le jouent encore dans la guerre actuelle, qui a commencé en 1999); important, mais pas exclusif — le moteur premier de ces conflits est le nationalisme.

² Le panarabisme des nationalistes arabes se fonde sur la langue et sur la culture, pas sur la religion: les chrétiens arabes parlent et écrivent le même arabe que les musulmans (sur les variations de la langue arabe, voyez l'annexe I). Le panarabisme linguistique insiste sur le caractère "miraculeux" de la langue arabe, ce qui est tout de même à l'évidence un héritage de la tradition musulmane (pour les musulmans l'Arabe est la langue de la Révélation divine, donc en quelque sorte la langue divine, langue inimitable, et la tradition insiste énormément sur l'arabité du Prophète). On passe assez facilement, comme en Turquie, à l'idée d'une langue originelle de l'humanité, d'une langue dont la structure exprime la nature même des choses, seule langue "authentique", etc., etc.

français (entres autres par un chrétien, Michel Aflak, 1910-1989), et qui essaima rapidement dans toute la région: sa devise: "nation arabe une, porteuse d'une mission éternelle" était imitée de Fichte, l'un des pères du nationalismes allemand au tout début du XIXe siècle. Au départ, comme à peu près tous les autres groupuscules nationalistes arabes il affichait une grande admiration pour les dictatures européennes de droite, notamment l'Allemagne nazie pour son antisémitisme¹. Après divers avatars, le Baas, dont l'idéologie a pris une coloration socialisante en 1947 (la mode idéologique avait changé), a été porté au pouvoir par des militaires proches de son idéologie, pour la première fois en 1954 en **Syrie** (Hafez el-Assad, né en 1930, a dirigé le pays de 1970 à sa mort en juillet 2000; son fils Bachir lui a succédé depuis) et en 1963 en **Irak** (depuis 1968 en fait et 1979 en droit, Saddam Hussein al-Takriti dirige le pays); mais entretemps il s'était scindé en deux branches qui se haïssent (la branche syrienne s'affiche plus nettement socialiste, certains à l'étranger la qualifient de marxiste), et son panarabisme n'est plus que de principe. en revanche le Baas n'est jamais parvenu à s'implanter en Égypte ni au Maghreb.

Les deux régimes baasistes, qui sont en vérité de pures dictatures militaires, n'ont pas rompu avec l'islam, lequel à leurs yeux constitue une partie du glorieux passé arabe: les dictateurs baasistes émaillent leurs discours de références coraniques et ne pourchassent pas les croyants; mais ils contrôlent très étroitement la vie religieuse et font preuve d'un extrême brutalité envers toute manifestation de mécontentement dans le cadre religieux (en Syrie en février 1982, le nettoyage des révoltés "islamistes" de Hama, la quatrième ville du pays, a fait au moins une quinzaine de milliers de morts). Depuis que la guerre du Golfe, en 1991, l'a très affaibli, Saddam Hussein s'est rapproché de l'islam, fait construire des mosquées et ménage le clergé musulman; mais il essaye également de mobiliser la gloire des monarchies "irakiennes" de l'Antiquité (assyrienne, babylonienne, etc.), ce qui n'a rien de musulman évidemment.

En **Égypte**, État semi-indépendant depuis 1932, un autre parti nationaliste, le **Wafd** ("délégation"), a remporté les élections d'avril 1936 et obtenu l'indépendance complète au lendemain de la deuxième guerre mondiale; mais, vite usé par le pouvoir, il fut emporté avec la monarchie par le coup d'État dit "des officiers libres", en juillet 1952. Le coup d'État amena au pouvoir une nouvelle génération de nationalistes: le "socialisme arabe" du raïs (chef, Président) Gamal Abdel **Nasser** (1918-1970), qui émergea du groupe des "officiers libres" en 1954 et gouverna le pays jusqu'à sa mort, était un étrange et instable précipité de panarabisme, de socialisme et d'éléments empruntés à l'extrême-droite européenne des années 1930².

¹ EN 1941, il y eut un putsch nationaliste pro-nazi en Irak, pays qui se trouvait alors sous un semi-protectorat britannique. Le Baas le soutint. Les troupes britanniques l'étouffèrent en quelques semaines.

² Ces éléments ont été grossis par la propagande occidentale, notamment au moment de l'expédition de Suez (en 1956), mais ils n'en sont pas moins réels: le régime fit réimprimer les *Protocoles des Sages de Sion*, un faux antisémite forgé par la police secrète russe au début du siècle. Les formes actuelles de l'antisémitisme dans le monde arabe sont d'inspiration européenne et "moderne"; cela n'a pas grand-chose à voir avec l'antijudaïsme traditionnel des sociétés musulmanes. Durant la seconde guerre mondiale, les nationalistes arabes, ainsi qu'une partie du clergé (notamment le grand mufti de Jérusalem), s'étaient passablement compromis avec

Concrètement, le régime nassérien était une dictature de parti unique (fondé en 1953) à velléités totalitaires, dont l'élite était constituée par des officiers et des ingénieurs, et qui étatisa à peu près complètement l'économie; ses deux plus grandes réalisations furent la réforme agraire de 1952 (les terres furent partagées mais pas collectivisées) et le barrage d'Assouan, inauguré en janvier 1971. En **Palestine**, l'**O.L.P.**, apparue en 1964, se réclame elle aussi d'un nationalisme arabe épicié de socialisme. En **Lybie**, le colonel Muammar al-**Kadhafi** (né en 1942) est arrivé au pouvoir en 1969 et s'y trouve toujours; il s'est distingué par un nombre incalculable de traités d'"union" signés avec d'autres pays arabes, sans aucun résultat concret, et par une tentative d'élaborer (en 1976-1979) une synthèse idéologique, le "livre vert", socialisante elle aussi (mais un socialisme "inspiré du Coran" — le vert est la couleur de l'islam); elle a laissé les autres Arabes glabres. J'ai déjà évoqué plus haut la **Tunisie**. Enfin, en **Algérie**, le **F.L.N.**, parti issu de la guerre d'indépendance, unique jusqu'en 1989, s'est toujours défini, avant comme après l'indépendance, comme un parti moderniste, hostile à l'"obscurantisme religieux".

Tous ces régimes ont donc affiché une volonté d'occidentalisation, un zeste au moins de socialisme et une dose plus ou moins grande de laïcité; mais aucun n'a osé rompre franchement avec l'islam, comme Kemal l'avait fait. **Les régimes nationalistes arabes n'ont jamais prétendu être laïcs** au sens français ou kémaliste du terme, ils n'ont jamais renoncé à se réclamer de l'héritage de l'islam, même si c'était un islam "moderne", c'est-à-dire concrètement subordonné au régime ainsi dans l'Algérie socialisante de Houari Boumédiène, président de 1962 à 1978, le statut de la famille autorisait la polygamie; il s'est encore aggravé en 1984. De même, il y avait une certaine "porosité" entre le populisme socialisant de Nasser et les idées islamistes des Frères musulmans (voyez plus bas), pourtant pourchassés par le même Nasser, mais qui l'avaient aidé au tout début de son règne et revinrent brièvement en faveur juste après sa mort. Un seul régime arabe s'est officiellement proclamé marxiste-léniniste, donc athée: celui du **sud-Yémen** de 1970, trois ans après l'indépendance, à la réunification du Yémen en 1990.

En Occident cependant dans les années 1960 et 1970 **on pouvait vraiment avoir l'impression que l'islam était sur le déclin en tant que force politique**, qu'il était de plus en plus exclusivement cantonné à la sphère de la vie privée, au moins dans les pays "progressistes", ceux qui semblaient aller dans le sens de l'Histoire. Il n'y avait guère, pour se référer ouvertement à l'islam, que les répugnantes pétromonarchies du Golfe et le Maroc, allié indéfectible de l'Occident, mais dictature fort pestilentielle: tous ces régimes semblaient promis aux poubelles de l'Histoire. Ailleurs, la place accordée à l'islam semblait une survivance toute provisoire. L'Occident était intoxiqué à la fois par le discours des leaders "progressistes" du monde musulman à leur intention, qui gommait évidemment toute référence à l'islam, et par le discours occidental de guerre froide, qui présentait le monde comme le théâtre exclusif de

les forces de l'Axe, à la fois par hostilité aux démocraties, qui ne se comportaient guère de manière démocratique dans leurs domaines coloniaux, et par antisémitisme — depuis les années 1920 le conflit était ouvert entre Juifs et Arabes de Palestine.

l'affrontement du socialisme et de la démocratie à l'occidentale. Sur les campus, les jeunes contestataires lisaient Marx et s'engageaient à coups de Petit Livre Rouge: personne n'aurait eu l'idée de s'occuper de l'islam, fragment d'un monde moribond...

L'échec des nationalistes arabes a d'abord été **l'échec à s'unir**, à donner naissance à une grande "nation arabe". Il y a eu une myriade de tentatives dans ce sens, notamment une "République arabe unie" qui a regroupé l'Égypte et la Syrie entre 1958 et 1961; l'ineffable Kadhafi, je l'ai déjà mentionné, a multiplié les proclamations d'"union" avec ses voisins (notamment la Tunisie, l'Égypte, et même le Tchad), sans aucun effet concret: aucun leader arabe n'a jamais voulu abandonner son pouvoir, et comme il n'y a pas d'élections libres dans le monde arabe... Actuellement aucune organisation panarabe ou panislamique ne fonctionne efficacement. **L'Organisation de la Conférence islamique**, fondée en 1969 à la suite de l'incendie de la mosquée El Aksa de Jérusalem (elle prenait la suite d'autres organismes lancés depuis 1954), comptait en 1980 une quarantaine de membres (tous des États, sauf l'O.L.P.); mais ses structures sont très faibles (il existe une Banque islamique de Développement, un Fonds de Développement, des Conférences annuelles des ministres des Affaires étrangères) et elle est déchirée par d'incessants conflits (l'Égypte en a été exclue de 1979 à 1984 à la suite de la paix avec Israël). L'Arabie saoudite y a un grand poids, elle contrôle notamment 25% du capital de la B.I.D. La **Ligue arabe**, qui date de 1945 (à l'origine, c'était une tentative des Britanniques pour organiser le monde arabe sous leur protectorat) a un rôle un peu plus actif; elle a même accueilli certains pays musulmans non arabophones, comme la Somalie dans les années 1970.

Autres aspects de l'échec des nationalistes arabes: **la persistance de liens de dépendance économique** vis-à-vis du monde occidental plus développé; l'évidence d'une **dépendance politique** de la plupart des régimes arabes, même officiellement hostiles à l'Occident (l'Arabie saoudite en est le meilleur exemple, qui s'est alignée sur les États-Unis au moment de la guerre du Golfe en 1991), et leur complicité dans ce que de très nombreux musulmans considèrent comme des agressions et des humiliations incessantes; **la persistance de la pauvreté et des inégalités sociales**, voire leur aggravation; surtout, **la confiscation du pouvoir par de petits groupes**, parfois issus de minorités religieuses (comme les Alaouites en Syrie, le clan des Takritis en Irak), parfois issus des militants de la lutte indépendantiste (comme le F.L.N. en Algérie). Seul ou presque le Maroc échappe à ce schéma: il a conservé sa monarchie et sa structure sociale ancienne; le pouvoir y est fort bien gardé par ceux qui l'exercent, mais il s'agit des élites traditionnelles du pays — le Roi est descendant du Prophète et Commandeur des Croyants: le nationalisme marocain, qui est très fort et n'a rien de panarabe, s'ancre dans une légitimité pleinement musulmane. Mais précisément, le Maroc n'a jamais connu de régime "nationaliste"...

B) Les origines du fondamentalisme et de l'islamisme.

Le fondamentalisme et l'islamisme n'ont pas toujours dominé la pensée musulmane. Au XIXe siècle, l'un des docteurs de l'université al-Azhar du Caire, **Mohammed Abduh** (1849-1905), qui avait étudié à Paris, s'attacha à corriger l'islam par la raison (il assurait que "le jeûne du mois de Ramadan* est bon pour la santé") et à démontrer sa supériorité sur le christianisme et le judaïsme dans l'ordre du progrès de l'humanité (il polémiqua avec Renan au sujet de l'"obscurantisme" musulman), quitte à nier que le Coran fût entièrement d'inspiration divine (ce qui était contraire à toutes les traditions): pour lui, tout ce qui y était dit des institutions humaines était à attribuer à la pensée du Prophète, non au message de Dieu.

Ce fut dans cette mouvance que naquit un mouvement que l'on désigne sous le nom de **salafiyah**. Il s'agissait d'un courant de pensée modernisateur et laïcisateur, qui n'hésitait pas à soutenir que la loi islamique devait être modifiée lorsqu'elle entraînait en conflit avec les impératifs du monde moderne: par exemple en ce qui concernait le statut de la femme. Il mettait l'accent également sur la nécessaire modernisation de l'enseignement, tout particulièrement celui des sciences, sur l'adaptation de la langue arabe au monde contemporain, etc. Ces courants modernistes, qui ont marqué l'islam au début du siècle, notamment en Égypte, sont aujourd'hui en perte de vitesse accélérée: trop évidemment influencés par l'Occident, ils sont rejetés comme étrangers à la culture musulmane, voire complices de l'agression coloniale, de la "croisade" des "roumis" et du sionisme. Une minorité d'intellectuels vieillissants s'y accroche encore, notamment l'Égyptien Naguib Mahfouz, prix Nobel de littérature en 1988, bien plus lu en Occident que dans son propre pays.

Bien plus puissants, dès le XIXe siècle, étaient les **mouvements fondamentalistes**, c'est-à-dire ceux qui, selon la définition d'O. Roy, exprimaient « la volonté de revenir aux seuls textes fondateurs de la religion, en contournant tous les apports de l'Histoire, de la philosophie et de la tradition des hommes ». Ces mouvements prêchaient la réislamisation des sociétés musulmanes: le retour au Coran, à la charia* et à la sunna*, la revivification de l'oumma*, la lutte contre les superstitions d'origine païenne (notamment le culte des marabouts* et celui des morts) et contre la désagrégation morale. **Au départ** cependant **le fondamentalisme n'avait pas de dimension politique**: il ne contestait pas les pouvoirs établis, il se contentait d'exiger du Prince, quel qu'il fût, qu'il défendît les intérêts de l'islam — ce qui posait quand même un problème dans le monde colonial d'alors. L'idéologisation et la politisation du fondamentalisme, l'idée qu'il faut un "État islamique" et que le Prince, tout musulman qu'il soit, peut trahir l'islam,

n'est apparue que progressivement, par confrontation avec le colonisateur, puis avec les pouvoirs nationalistes et leurs velléités occidentalisatrices. **C'est seulement lorsqu'il y a contestation radicale des pouvoirs politiques que l'on peut parler d'islamisme** — l'islamisme est donc la *politisation* du fondamentalisme.

Dans l'islam sunnite, le principal mouvement¹ fondamentaliste (non islamiste) est **le mouvement wahhabite**, fondé au XVIII^e siècle, quelque part dans le désert arabe, par Ibn Abd al-Wahib (1703-1791). Le wahhabisme insiste sur l'unicité de Dieu, rejette comme hérétiques les traditions mystiques (soufies notamment) qui mettent l'accent sur le "concert spirituel" et pratiquent le culte des marabouts*; il tient les chiites* pour hérétiques et déclare infidèles les musulmans qui ne se conduisent pas selon les canons du pur islam. Très puritain, il condamne la poésie, la musique, le jeu, le tabac, le rire, etc. Il rejette toute la tradition préexistante d'interprétation du Coran et de la sunna*, ce qui l'amène à restaurer l'idée d'"interprétation" du message coranique par les Docteurs (ihtihad), éliminée au Moyen Âge au profit de l'examen des traditions. En revanche le wahhabisme ne réclame pas la restauration du califat*; il accepte le cadre des structures politiques préexistantes (tribales à l'époque en Arabie).

Il a existé d'autres mouvements du même type au XIX^e siècle, comme par exemple le mouvement sénoussi en Lybie — un tiers des Lybiens y seraient aujourd'hui affiliés.

Si le wahhabisme a acquis une place très importante dans l'islam contemporain, c'est qu'Ibn Abd al-Wahib s'était allié à la tribu bédouine des Saoud (ou Séoud), qui nomadisaient dans la région du Najd au cœur de l'Arabie; et qu'après l'effondrement de l'Empire ottoman **la tribu des Saoud** prit le pouvoir et **parvint à sauver les Lieux saints** (La Mecque et Médine) du joug des infidèles... et à mettre la main dessus. Elle en est aujourd'hui la "gardienne" et c'est elle qui prend en charge l'organisation du hadj*, ce qui lui confère un prestige immense. Ce fut l'œuvre d'un chef de génie, **Abd al-Aziz ibn Saoud** (vers 1880-1953), qui émergea du désert en 1902, causant du tracas aux derniers Ottomans, et à la faveur du désordre conquit la région des Lieux saints entre 1916 et 1924, expulsant le protégé des Britanniques, le chérif* Hussein. En 1927, Ibn Saoud parvint à se faire reconnaître par les Occidentaux monarque d'un État indépendant (le royaume d'**Arabie saoudite** a été proclamé en 1932), avec la bénédiction des Britanniques qui voulaient du calme dans l'arrière-pays de leurs protectorats de la côte et ignoraient la richesse pétrolière de ces régions. Les frontières de l'Arabie Saoudite ne se sont stabilisées qu'en 1934; c'est aujourd'hui le plus jeune fils d'Ibn Saoud, Fahd, qui règne depuis juin 1982 (selon la règle de succession tribale le roi est l'aîné de tous les mâles de la plus ancienne génération). Jusqu'en 1992 il n'y avait pas de Constitution, le Coran en tenait

¹ On trouve souvent ici le mot "secte", qu'il vaut mieux éviter — en France il désigne tout et n'importe quoi, dans les médias et même dans des textes officiels.

lieu, ainsi que de code de justice. Le vague texte adopté en mars 1992 ne prévoit qu'une choura (Conseil consultatif) nommée par le Roi; la plupart des ministres sont des princes de sang...

Bien entendu, les immenses richesses liées au **pétrole** (découvert en 1938 près de la frontière koweïtienne) ont donné une puissance supplémentaire au wahhabisme, dont l'enseignement progresse au même rythme que les mosquées construites avec des capitaux saoudiens, l'envoi d'imams* wahhabites aux quatre coins du monde musulman (même en Afrique, dans les Balkans et dans les villes occidentales), et le financement de divers réseaux caritatifs, politiques ou les deux à la fois. Mais **L'Arabie Saoudite n'est pas exactement un État islamique**, en tout cas ce n'est pas une théocratie: les imams* et les oulémas* wahhabites respectent la monarchie, laquelle tient fermement en main le pays, réprimant par exemple toutes les oppositions à l'alliance avec les États-Unis, qui ne s'est pas démentie depuis les années 1930 (ce sont des compagnies américaines qui ont mis en exploitation les gisements saoudiens): les affaires de la monarchie saoudienne ne regardent pas les religieux tant que le régime défend l'islam.

En revanche **Ibn Saoud n'est pas arrivé à s'imposer comme le leader des Arabes**, encore moins celui de la Communauté* des croyants; il ne l'a d'ailleurs jamais vraiment cherché, c'était un monarque et non un prophète ou un calife*, un homme de l'âge des États qui n'avait pas de rêves vains de retour à l'époque de Mahomet: il voulait fonder un pays, pas une Oumma*. Les descendants du chérif* Hussein ont été installés par les Britanniques sur divers trônes du Moyen-Orient (le roi de Jordanie est aujourd'hui le dernier représentant au pouvoir de cette famille); mais leur légitimité islamique est très limitée, d'autant que Jérusalem, troisième ville sainte de l'islam, leur a échappé: la Jordanie a cependant toujours la garde des mosquées al-Aksar et du Rocher, au centre de la ville.

Tous ces événements ont eu lieu dans une région à peine effleurée par la colonisation et qui représente le cœur de l'islam. Le **Proche-Orient et l'Égypte**, très touchés à la fois par l'influence occidentale et par le nationalisme arabe, ont connu des mouvements d'essence très différente, bien plus politisés, qui se sont opposés au nationalisme (arabe notamment) car il leur semblait diviser la Communauté* des croyants et n'accordait qu'une place subordonnée à la religion, voire luttait contre elle. Ces mouvements, qui naquirent dans les années 1920-1930, étaient de leur temps, très influencés par les idéologies totalitaires de type fasciste (et aussi par le socialisme, notamment sous sa forme marxiste-léniniste). C'est à leur propos que l'on peut parler d'**islamisme**.

L'islamisme, selon O. Roy, s'efforce de « **penser l'islam comme une idéologie politique** qui engloberait l'ensemble de la vie sociale à partir d'une appréhension politique de la

société ». Contrairement aux fondamentalistes qui ne s'intéressent qu'à la dimension religieuse des choses, « les islamistes vont donc s'intéresser à la complexité de la vie sociale et politique, pour mieux la ramener sous le paradigme de l'unicité ». Pour eux **l'islam est une idéologie totale, qui a réponse à tous les problèmes**. Ces conceptions rappellent évidemment les totalitarismes occidentaux, mais il faut les rattacher aussi à la réaffirmation de l'unicité de Dieu qui est l'une des dimensions essentielles du discours de Mahomet — et à l'idée très ancienne que la société politique musulmane, perçue comme une totalité, doit refléter cette unicité de la Communauté*, reflet elle-même de celle de Dieu. Les islamistes définissent même les principes d'une "économie islamique", dont la pierre angulaire est la prohibition de l'usure. Bien entendu ils définissent aussi une "morale islamique" et s'inspirent du Coran et de la sunna* pour "faire le bien et pourchasser le mal"; en ceci, ils ne se distinguent pas des fondamentalistes.

Ils veulent sortir de la vision strictement juridique du lien social qui était celle du fondamentalisme traditionnel (tel acte est-il licite ou non?). Pour eux, la sharia* doit être mise en œuvre avec un souci du contexte social et politique (l'un de leurs slogans favoris est: "**sortons des mosquées**"¹): les oulémas* ne sont pas qualifiés pour cela, car leur vision de la charia* est trop étroitement juridique. **Les islamistes n'aiment pas les oulémas***, parmi lesquels ils ne recrutent guère: ils leur reprochent leur acceptation de structures non islamiques (politiques notamment), leur prétention au monopole de l'interprétation du Coran et de la sunna*, leur acceptation servile et routinière de la tradition juridico-religieuse. Comme les fondamentalistes ils prônent le droit à l'interprétation, mais, contrairement à eux, ils se l'arrogent au détriment des oulémas*. Dans le monde sunnite, **ils veulent "décléricaliser l'islam"**, rendre l'interprétation du dogme à l'assemblée des croyants. Même dans l'Iran chiite* où le haut clergé s'est mis à la tête du mouvement islamiste, il y a eu des assassinats de religieux au début de la Révolution... et il y a toujours de nombreux religieux en prison!

Pour les islamistes, **la société islamique**, loin d'être une collection de croyants, **se définit d'abord par la nature du pouvoir politique**. Pas question de se contenter de l'application de la charia* par un quelconque pouvoir musulman non religieux, car elle ne peut réellement être mise en œuvre en lettre et en esprit que sous l'égide d'un pouvoir véritablement islamique. Du point de vue politique, pour eux **jusqu'en 1979 aucun des pouvoirs musulmans en place n'était légitime**, car aucun ne reposaient sur le Coran: ils s'appuyaient, la plupart s'appuient encore, sur des traditions préislamistes (la monarchie) ou sur des innovations inacceptables (la démocratie à l'occidentale, y compris sous la forme du régime de parti unique, car toute souveraineté vient de Dieu). Pas question de compromis avec ces pouvoirs — alors que les fondamentalistes acceptent l'alliance avec les pouvoirs de fait.

¹ Cf. la formule "sortir de la sacristie" de l'abbé Lemire, l'un des fondateurs en France du christianisme social vers 1890...

Dans l'État islamique idéal, la place de la loi sera limitée, et celle de la politique sera nulle: seul comptera la délibération des bons musulmans (la choura, l'"assemblée") pour que la loi de Dieu soit appliquée. Dans la phase de conquête et de consolidation de pouvoir cependant toutes les stratégies sont possibles, et **les islamistes ne rejettent pas du tout l'action politique**, y compris parlementaire (évidemment tous ne sont pas d'accord sur ce point: certains prônent la révolution, d'autres le terrorisme, pour son efficacité radicale ou parce qu'ils considèrent qu'ils y sont acculés par l'absence d'espace politique). En Iran, même après l'installation de la République islamique le régime n'a pas renoncé à l'expression du peuple par le suffrage, dans les limites fixées par le respect de la loi de Dieu: l'élection est un moyen comme un autre de choisir les dirigeants *temporels* — mais ceux-ci sont "guidés" par le clergé chiite, et le régime tout entier est "guidé" par le Guide de la Révolution, qui est forcément un religieux (voyez plus bas).

Même s'il accepte parfois les formes légales d'action politique l'islamisme est bien une **volonté révolutionnaire de rompre avec la société occidentalisée**. Cette rupture se fait d'abord par le retrait individuel intérieur (l'"**hégire**"*, par référence à la fuite du Prophète de La Mecque), puis par la reconquête de la société (à l'exemple du combat du Prophète à Médine et sa victoire finale contre les Mecquois infidèles): pour cette reconquête les islamistes mobilisent et politisent le concept ancien de **jihad***.

Cette volonté de rupture passe par la négation de tout l'héritage historique du monde musulman depuis la mort du Prophète; en revanche la science et la technique occidentales sont exemptées de cette table rase, car tenues pour des instruments culturellement et idéologiquement neutres. **Le problème des islamistes n'est pas de moderniser l'islam mais d'islamiser la modernité**. Mais, à l'exception des taliban afghans et des moudjahidin* islamistes algériens des années 1990, activistes incultes qui n'ont pas grand-chose à voir avec les traditions politiques que j'analyse ici, **Les islamistes sont des hommes modernes**: ils proviennent des secteurs sociologiques créés par la modernité, ils appartiennent au monde des villes musulmanes, dont la population a quadruplé dans les années 1960 et 1970; au monde des musulmans alphabétisés, dont le nombre a explosé également depuis 1960. Mais pour eux la modernité technique n'est pas produit d'une Histoire, d'un progrès: elle est produit d'une science, d'un savoir intemporel, qui n'ont rien à voir avec les évolutions politiques et sociales (désastreuses à leur avis) venues d'Occident, qu'ils interprètent comme le résultat d'une "croisade" chrétienne. Se moderniser sans perdre son âme: tel est le dilemme des islamistes.

Le plus ancien mouvement que l'on peut qualifier d'islamiste est l'association des **Frères musulmans**, fondée en Égypte en 1927 par le cheikh* **Hassan al-Banna** (1906-1949) un ancien instituteur issu d'une famille de tradition soufie. Construite au début sur le modèle d'une

confrérie religieuse, l'association devint rapidement un mouvement de type moderne, organisé autour de son Guide et d'un Conseil (l'équivalent d'un Comité central) dominant des organisations sociales (syndicats, mouvements de femmes et d'étudiants, etc.); il y avait aussi une branche militaire, secrète, qui s'illustra lors de la guerre de Palestine en 1947-1949. Le mouvement, entre le parti et la confrérie, fonctionne comme une contre-société dont les membres s'engagent à vivre déjà d'après les principes de la future société islamique; mais ce n'est pas une secte: les militants sont immergés dans la vie sociale, mènent un effort de prédication dans leur milieu professionnel et familial.

Au départ le projet des Frères musulmans était de type fondamentaliste, il s'agissait de restaurer la religion et de la dégager des superstitions: ils demandaient des réformes puritaines, des réformes économiques allant dans le sens du Coran comme l'obligation de l'aumône et la suppression de l'usure. Mais, dans l'esprit de l'époque, ils insistaient aussi sur le rôle de l'État pour faire régner la justice à l'intérieur de la Communauté, ce qui les amena à politiser leur projet. Bien entendu, ils proclamaient que "le Coran est notre constitution": d'origine divine, parfait et non modifiable par les hommes, le texte sacré était pour eux la seule source possible pour l'organisation de la société. Mais il n'était pas question d'en appliquer la lettre tant que la société n'avait pas été réformée par l'action politique. Entre autres, l'association affichait une grande tolérance envers les religions du Livre* et se proclamait champion du féminisme; il luttait contre les confréries soufies, mais aussi contre la polygamie.

L'association essaima dans tout le Proche-Orient, avec des branches nationales contrôlées par des "superviseurs", mais la direction est toujours restée égyptienne; elle acquit de l'influence dans les milieux étudiants, mais aussi à la campagne. À la fin des années 1930, elle s'associa à la lutte contre les Britanniques, ce qui n'empêcha pas les conflits avec les nationalistes laïcs; al-Banna, accusé d'avoir fomenté l'assassinat d'un Premier ministre, fut assassiné par la police secrète égyptienne en 1949, mais son organisation lui survécut. Dans le Maghreb l'influence des Frères musulmans est demeurée plus limitée; même si en Tunisie le Mouvement de la Tendance islamique, né en 1981, est influencé par leur idéologie, il n'a pas de lien organiques avec eux.

Depuis les années 1950 les Frères musulmans sont devenus une collection de partis politiques, très activistes ou complètement quiétistes selon les pays et les périodes, interdits par à peu près tous les régimes nationalistes, notamment en Égypte par Nasser dès 1954; depuis cette date les Frères ont le plus souvent été pourchassés en Égypte, notamment à la fin de l'ère Sadate, lequel finit par se faire assassiner par un Frère musulman (dissident).

Un autre personnage très important de cette génération fut **Abu Ala Maududi** (1903-1979), un Indien, journaliste de profession. Plus radical qu'al-Banna, il définissait son époque comme "le temps de l'ignorance", un retour aux temps préislamiques, et l'islam comme une

idéologie politique dont la fonction est de penser de manière totalisante la société et l'homme; il percevait aussi l'islam comme une troisième voie entre capitalisme et socialisme: sur ce point l'influence des idéologies totalitaires de droite de l'époque était évidente. Il réfléchit sur une Constitution islamique. En 1941, il fonda le **Jamat-i Islami** ("communauté islamique"), un parti doté de structures assez semblables à celles des Frères musulmans (à sa tête il y avait non pas un guide mais un Émir*); mais la stratégie du Jamat-i Islami était bien plus élitiste que celle des Frères: le Jamat-i Islami pratiquait avant tout l'entrisme dans l'appareil d'État et dans l'administration. Le mouvement joua un rôle important au moment de la partition de l'Inde, puis dans la vie politique du Pakistan: il a combattu le premier ministre "progressiste" Ali Bhutto (assassiné par les militaires en 1979) et soutenu le régime militaire du général Mohammed Zia Ul Haq (1924-1988), qui sévit de 1977 à sa mort. Son influence est demeurée limitée au sous-continent indien et aux régions d'émigration indienne (l'Afrique du sud, le Royaume-Uni, etc.), mais il a joué un rôle très important dans la guerre d'Afghanistan en 1979-1988. Il se présente régulièrement aux élections, obtient des scores symboliques, et refuse la violence politique.

Al-Banna et Maududi sont aujourd'hui encore les deux théoriciens islamistes les plus lus: leurs écrits forment la base de la doctrine islamiste. Les partis qu'ils ont fondés ou suscités ont un énorme prestige et comptent dans leurs rangs de nombreux intellectuels et scientifiques de haut niveau.

En Turquie, les courants islamistes inspirés par ces deux hommes sont apparus bien plus tard, avec la fondation en 1970 du parti **Refah** ("Prospérité" en arabe), dirigé par Necmettin Erbakan, un ingénieur formé en Allemagne. Dans la Turquie laïque, ce parti (qui a été interdit et a changé de nom à maintes reprises, la dernière fois en 1998) est très discret sur le volet islamiste de son programme: il met plutôt en avant un programme économique volontariste et modernisateur, dénonce les injustices sociales et la corruption. Par ailleurs, il agit exclusivement dans le cadre du système démocratique turc, sans faire appel à la violence. Il refuse l'intégration de la Turquie à l'Europe, veut resserrer les liens avec les pays arabes et l'Iran, déclarer l'islam religion officielle, mettre fin à toute mixité dans l'espace public, etc. Erbakan a participé à des coalitions gouvernementales et, après avoir remporté les législatives, est même devenu premier ministre en 1996-1997, profitant d'un bref accès de tolérance des militaires — qui ont fini par le renvoyer.

Les idées des Frères musulmans se sont radicalisées à la seconde génération, notamment par l'intermédiaire de **Saïd Qutb**, un instituteur égyptien (né en 1906, pendu sur ordre de Nasser en 1966). Qutb, qui est essentiellement l'auteur d'une série de petits opuscules moins prestigieux que les œuvres d'al-Banna et de Maududi, mais très lus aussi, a radicalisé le refus du compromis avec les pouvoirs en place et l'idée de violence nécessaire. C'est lui qui est le père spirituel des mouvements islamistes extrémistes et terroristes dans le monde sunnite (notamment en Algérie dans les années 1990): ce sont des mouvements pour lesquels le jihad*

est une obligation individuelle et impérative, forcément violente, et qui peut viser un autre musulman dès que celui-ci ne respecte pas intégralement les préceptes de l'islam. Ce dernier point représente une nouveauté absolue en islam, une rupture apparente avec la notion d'unité de la Communauté*: en fait, ces islamistes-là, suivant une tradition ancienne chez les dissidents de l'islam, dénie le nom de musulmans à tous les tièdes et à tous les hésitants: tous sont infidèles, l'oumma* n'inclut que ceux qui mènent le jihad*. Dans cette logique, même l'application de la charia* est subordonnée à la guerre sainte.... Ces groupes dérivent très facilement vers une logique sectaire où, concrètement, l'interprétation de la charia* par le chef du groupe révolutionnaire, et sa volonté sont tout ce qui compte.

C) La révolution iranienne, l'Afghanistan.

L'islam chiite* est resté fondamentalement quiétiste* jusqu'aux années 1960, même si dès la fin du XIXe siècle le clergé chiite* iranien, très hiérarchisé contrairement à celui des pays sunnites, prit l'habitude d'intervenir dans les affaires politiques: en 1890, une fatwa* du grand ayatollah Chirazi aboutit à l'annulation par le shah d'une concession pétrolière accordée à un Britannique. Longtemps, les Iraniens tolérèrent (de mauvais gré et essentiellement par nationalisme) le modernisme laïcisant affiché par le régime impérial, ses éloges de la Perse préislamique, ses tentatives de réforme agraire et d'émancipation des femmes, etc. Les relations se tendirent après l'affaire Mossadegh, qui fut une humiliation pour l'Iran, et surtout au fur et à mesure qu'avec la guerre froide le pays passait de plus en plus nettement sous protectorat américain; le Shah* Mohammed Reza Pahlavi (1919-1980, sur le trône depuis que son père avait été "débarqué" par les Alliés pour sympathies nazies en 1941), qui n'avait aucune légitimité religieuse (ni dynastique, c'était le fils d'un militaire factieux d'ignoble origine), ne sut que redoubler d'occidentalisme face à ce qu'il percevait comme le combat d'arrière-garde d'un monde moribond. En 1963, le haut clergé chiite rompit avec le régime: l'ayatollah¹ Rutollah Khomeyni (1900-1989) fut exilé en Irak à la suite d'émeutes dirigées contre des réformes économiques et sociales. Cet exil en fit une figure de proue respectée, vite incontournable.

L'idéologisation du chiisme* fut essentiellement le fait d'Ali Chariati (1933-1977), un laïc qui élaborait une synthèse entre les doctrines politiques chiites* et les idéologies "progressistes" extrémistes à la mode en Occident au temps de la décolonisation, notamment celle du Martiniquais Franz Fanon dont il traduisit certaines œuvres en persan. Ce fut sous

¹ Ce mot signifie "signe de Dieu" en arabe. C'est un titre honorifique, apparu seulement au XXe siècle; les ayatollahs se cooptent et forment une espèce de synode. Ils ont le pouvoir d'émettre des jugements religieux autonomes qui ont le statut de "références pour l'émulation" des croyants; la force de ces jugements s'éteint à la mort de leur auteur.

l'influence de Fanon, et du marxisme dégénéré en vogue dans le Tiers-Monde à l'époque, que Chariati traduisit l'eschatologie chiite* en termes de Révolution politique. **L'apport de Khomeyni** consista en une radicalisation de ces idées, une espèce de synthèse entre Chariati et Qutb. Entre autres choses, dans les années 1970 il élaborait une théorie très originale de la "régence du docteur de la Loi", le Guide, autorité politique suprême de l'État islamique en même temps que source la plus haute de l'interprétation religieuse: au fond, il s'agissait plus d'une politisation de la fonction religieuse que d'une cléricatisation de la vie politique (du reste, une fois parvenu au pouvoir, Khomeyni s'est comporté d'une manière très brutale envers les autres ayatollahs: en réalité il s'est conduit en monarque très politique, pas en membre d'un collège de religieux).

L'essor soudain de l'islamisme en Iran dans les années 1970 s'explique par une conjonction de facteurs très divers: l'explosion des villes et l'apparition d'un groupe d'intellectuels déclassés, un peu comme en Russie au XIXe siècle; l'effondrement des structures traditionnelles (claniques surtout) et la faiblesse des structures "modernes" pourchassées par le régime du Shah* (les partis, mes syndicats), qui fit des mosquées les derniers espaces de sociabilité indépendante. Mais l'islamisme s'est surtout développé comme **un substitut au nationalisme**. Le régime impérial se proclamait champion de la nation iranienne, mais l'échec était évident et de plus en plus mal supporté. En 1972, les cérémonies officielles du deux mille cinq centième anniversaire de la fondation de Persépolis furent perçues essentiellement comme un immense gaspillage, un étalage de morgue et de luxe vulgaire; il y avait des "conseillers" américains partout, même dans les ministères, et l'Iran soutenait Israël. Le régime avait échoué aussi à mener la modernisation de l'économie: ce que les Iraniens en retenaient, outre les outrages incessants à leur religion, c'étaient l'autoritarisme, l'incompétence et la corruption, les inégalités croissantes.

L'explosion eut lieu en quelques mois, dans un contexte d'extrême affaiblissement de l'Amérique et de tensions sociales accrues liées à l'enrichissement fulgurant de quelques privilégiés dans le contexte du premier choc pétrolier, depuis 1974. Jusqu'en 1977, la contestation la plus visible était celle de gauche, menée notamment par le Toudeh (le Parti communiste d'Iran); plus exactement, en plein retour de la guerre froide les médias et les gouvernements occidentaux ne voulaient voir que le danger communiste, et furent incapables, comme toujours, de penser l'apparition de phénomènes politiques complètement nouveaux: il est difficile de ne pas penser exclusivement en fonction de ce que l'on connaît déjà. Ce ne fut qu'au premier semestre 1978 que la hiérarchie cléricale se mit à soutenir ouvertement les émeutes qui éclataient un peu partout; entre deux massacres de manifestants le Shah* tenta de réagir en nommant un premier ministre de tendance social-démocrate, Chapour Baktiar; mais les masses iraniennes n'avaient rien à faire d'une nouvelle expérience de type occidentalisant. Tout le pays était dans la rue; les commerçants ("le bazar") faisaient grève, les grands féodaux retirèrent leur

soutien au régime. En **février 1979**, le Shah* dut s'enfuir (déjà très affaibli par un cancer, il mourut l'année suivante aux États-Unis), et Khomeyni, qui depuis un an avait quitté l'Irak pour la banlieue parisienne (Neauphle-le-Château), fit un retour triomphal.

Le régime islamique institué dans les mois suivants, toujours en place en 2001, combine le refus des principes de la "modernité" occidentale avec l'acceptation de l'économie de marché, de la technique moderne (il n'y a pas trace en Iran d'obscurantisme antiscientifique) et surtout de certaines formes modernes de la vie politique, elles aussi importées d'Occident. Ce n'est pas le seul régime de ce genre! La Chine en a un autre assez comparable, né d'ailleurs à peu près au même moment... **La République islamique reconnaît la souveraineté du peuple** dans les affaires temporelles: le nouveau régime a été proclamé à la suite d'un référendum, en mars 1979; il y a régulièrement des élections législatives, présidentielles et locales (très manipulées au début, mais le principe n'en a jamais été remis en cause); aucune n'a été annulée, il n'y a eu aucun coup d'État depuis 1979. Le suffrage est universel, masculin et féminin; l'âge minimum pour voter est de quinze ans seulement. Le régime est de type présidentiel, mais le Parlement a pas mal de pouvoir.

Mais en Iran **le politique est subordonné au religieux**: le premier personnage du régime n'est pas le président de la République mais **le "guide de la Révolution"**. C'est un religieux bien entendu; à la mort de Khomeyni, son successeur Ali Khamenei a été élu par les députés, avec l'aval des autorités cléricales — belle illustration du caractère "synchrétique" du régime iranien; mais Khamenei n'a pas le prestige de Khomeyni. Le rôle du Guide est de contrôler la conformité de la gestion du pays à l'interprétation cléricale de l'islam; il existe par ailleurs divers Conseils de religieux (un Conseil de Surveillance, un Conseil de Discernement, etc.). Les candidats aux élections doivent recevoir l'approbation de Conseils des experts, eux aussi formés de religieux. Une part écrasante du personnel politique est issu du clergé (il n'y a pas de partis politiques à l'occidentale), ce qui fait dire à certains que le clergé iranien est en voie d'"étatisation", c'est-à-dire de politisation et de perte complète d'autonomie vis-à-vis du régime, au grand dam des ayatollahs de la génération de la Révolution. La charia* ne tient lieu ni de Constitution, ni de code de justice (l'Iran est un État de droit); mais elle leur est supérieure et elle les inspire.

Par ailleurs, il n'y a pas eu de bouleversements sociaux, en particulier il n'y a pas eu de réforme agraire (le régime, arrivé au pouvoir grâce à la bienveillance des élites, ne veut pas se les aliéner); le Toudeh a été liquidé en quelques mois et dans le régime iranien il n'y a pas trace d'influences du discours des tiers-mondistes marxisants des années 1960 et 1970. Le régime a même rendu aux anciens féodaux leurs terres confisquées par le régime impérial!

Les années 1980 ont été fort agitées, dans les premières années les religieux extrémistes faisaient la pluie et le beau temps; mais depuis la fin de la guerre contre l'Irak en août 1988 et la mort de l'imam Khomeyni en juin 1989, **la Révolution islamique iranienne s'est peu à peu institutionnalisée**. Les activistes du régime, comme les pasdaran (les "gardiens de la Révolution", c'est-à-dire la milice du régime), sont moins puissants. Les potentialités pluralistes du modèle politique édifié en 1979 se sont partiellement actualisées: à l'élection présidentielle de mai 1997, plusieurs candidats réellement opposés par leurs programmes se sont affrontés; et c'est le moins en cour dans le clergé conservateur, Mohammed **Khatami** (un religieux lui aussi), qui l'a emporté au premier tour — il a été réélu depuis. Bien entendu, le régime demeure sous l'autorité du Guide et du clergé conservateur, qui a largement bridé les initiatives de Khatami durant sa première présidence; les principes constitutionnels et juridiques de la République iranienne demeurent islamiques, et l'Iran ne peut pas être qualifié de démocratie selon les normes occidentales — loin de là. Mais il est parvenu à une synthèse de la modernité et de l'islam qui finalement fonctionne assez bien, malgré un certain essoufflement économique: notez par exemple que c'est l'un des pays musulmans où le plus de femmes travaillent (voilées évidemment), y compris par exemple à la télévision¹. La censure est tâtilonne et bornée, mais il existe une véritable vie culturelle, bien plus active qu'en Syrie ou au Pakistan — en témoigne l'explosion d'un cinéma de très grande qualité dans les années 1990, certes destiné davantage au public occidental qu'aux Iraniens. Les relations entre communautés religieuses sont à peu près normales, sauf dans le cas des baha'is²; le régime est fort jacobin mais les minorités ethniques ne sont plus ouvertement persécutées (les Kurdes l'ont été dans les années 1980).

En intégrant un certain degré de pluralisme **le régime iranien** s'est doté d'un atout essentiel dans le monde contemporain: il **s'est donné les moyens d'évoluer**, d'entrer progressivement et sans trop de heurts, à son rythme, dans la modernité. C'est ce qu'on peut lui souhaiter de mieux: les Iraniens ont déjà assez souffert des convulsions des années 1970 et 1980; les rêves d'une restauration de l'Iran d'avant 1979, ou d'une miraculeuse conversion des Iraniens aux valeurs occidentales, sont irréalistes. Les Iraniens sont fiers à juste titre de l'indépendance nationale restaurée grâce à leur Révolution, et même les plus hostiles au conservatisme du régime et à la bigoterie du clergé ne souhaitent pas son renversement (méfiez-vous à ce propos des simplismes des médias occidentaux et des âneries colportées par les

¹ Sur ce point l'islamisme iranien est en rupture à la fois avec la modernité occidentale *et avec les traditions musulmanes*. Il ne prétend absolument pas renvoyer les femmes à la maison: au contraire il a entériné le rôle important que jouent les femmes dans la société moderne. Mais il insiste sur le fait que cela doit se faire dans le cadre des dispositions du Coran: prohibition absolue de la mixité, port du voile, etc. La femme iranienne est voilée, mais elle peut conduire (contrairement à la femme saoudienne), elle peut être docteur ou ingénieur; seules les professions d'autorité (juge, émir) lui sont fermées. La femme enfermée de la société musulmane traditionnelle est invisible; en Iran, le voile s'affiche dans la rue, au bureau comme un symbole militant, un signe de fierté, un défi. Les mouvements qui veulent renvoyer la femme à la maison sont plutôt de type fondamentaliste; O. Roy classe le F.I.S. algérien dans la catégorie des mouvements "néo-fondamentalistes" plutôt qu'islamistes. La même remarque vaut pour les taliban afghans.

² C'est une ramification très déviante d'une "secte" chiite* apparue en Iran au XIXe siècle; le clergé iranien les considère comme des musulmans apostats (la charia* punit de mort l'apostasie d'un croyant).

émigrés!). On peut reprendre ici la comparaison avec la Chine, pays qui vit toujours officiellement sous le règne de l'idéologie maoïste, pourtant vidée de son sens par les grandes réformes de 1979-1982, mais s'est décisivement modernisé et occidentalisé tant du point de vue de l'économie que des modes de vie et des mentalités. Bon, ni la Chine ni l'Iran ne sont encore des paradis, loin de là... mais ce ne sont plus des enfers.

Dans les premières années la Révolution islamique iranienne a fait preuve d'**un grand activisme à l'étranger**: ce succès inédit avait encouragé le messianisme islamiste, mais l'Iran, pays chiite*, ne fit guère école que dans le monde chiite*. Des mouvements islamistes agitaient ce monde chiite* depuis la fin des années 1960, mais ce n'est que dans les années 1980, dans la phase agressive de la révolution iranienne, qu'ils ont joué un rôle notable, et encore à peu près uniquement au Liban, un pays où les chiites* sont minoritaires et méprisés¹, mais que déchira, de 1975 à 1989, une guerre civile propice à l'expression de tous les extrémismes guerriers.

Le premier mouvement politique chiite* au **Liban** est apparu fort tard, en 1969 ou en 1974 selon les sources, fut **Amal** ("Espoir"), placé d'abord sous l'égide de l'imam Moussa Sadr, "disparu" en Lybie en 1978, puis de Nabih Berri. Au départ il s'agissait d'un mouvement communautariste, mais pas spécialement marqué par l'idéologie islamiste: toute la vie politique libanaise s'est toujours faite dans le cadre des communautés religieuses. Ce n'est qu'en 1982 que ce mouvement s'est islamisé sous l'influence de l'ambassade de Téhéran. Il contrôle aujourd'hui la Bekaa, la grande plaine à l'est du pays, annexée de fait par la Syrie et où l'on cultive pas mal de drogue, et a sa place dans la nouvelle répartition du pouvoir à l'échelle nationale issue des accords de Taëf, signés en octobre 1989. Dans les années 1980, le même ambassadeur d'Iran a suscité l'apparition de groupes plus radicaux qu'Amal: ils se sont notamment lancés dans une campagne d'attentats antioccidentaux. Il s'agissait largement d'une tentative d'instrumentaliser les chiites* du Liban dans le cadre de la guerre que, de 1980 à 1988, l'Iran mena contre l'Irak, alors perçu en Iran comme soutenu par les Occidentaux. En Irak en revanche le régime de Saddam Hussein n'a jamais toléré la moindre dissidence de la part des chiites* locaux, majoritaires mais absents des cercles du pouvoir, qui sont sunnites*.

En s'institutionnalisant dans les années 1990 la Révolution islamique a renoncé à son activisme en matière de politique extérieure. Quelques semaines avant la mort de Khomeyni l'affaire de **la fatwa* contre Salman Rushdie**² avait mis en évidence les dangers de

¹ Au Liban les chiites* représentent une majorité relative (un tiers de la population, légèrement plus que les chrétiens maronites**); mais jusqu'en 1975 c'étaient des notables sunnites* qui représentaient les musulmans dans le système politique forgé à l'indépendance, qui se fondait sur une répartition des principales charges selon des critères religieux (le président était chrétien, le premier ministre musulman).

² Né en 1947, Rushdie est un écrivain britannique d'origine indienne mais de langue anglaise. L'affaire de la fatwa* de khomeyni, qui lui vaut d'être encore aujourd'hui plus ou moins reclus, en a fait un martyr, et à contribué en Occident à une évidente surévaluation de son talent romanesque, qui n'est pas négligeable mais à lui

l'activisme: il s'agissait d'une condamnation à mort, applicable par tout musulman, lancée par le Guide de la Révolution en février 1989 à cause d'un roman, *Les versets sataniques* (paru en 1988), jugé blasphématoire envers le Prophète. En quelques semaines l'Iran se trouva complètement isolé des partenaires dont il avait bien besoin pour son développement, la paix à peine rétablie; même les hommes d'affaires allemands, les plus opportunistes de tous, durent, en gros, se plier aux exigences des opinions publiques occidentales. Une fatwa* ne peut être abrogée, mais celle de 1989 est désormais "en sommeil". Dans ce contexte nouveau les mouvements islamistes chiites* hors d'Iran se sont autonomisés; avec la fin des subsides de Téhéran ils ont peu à peu perdu de leur vigueur, sinon de leur radicalisme. L'Iran aujourd'hui recherche même la réconciliation avec l'ancien "grand Satan" américain...

En **Afghanistan** une agression étrangère est à l'origine de la crise qui a abouti à l'arrivée au pouvoir des islamistes. Ce pays est une collection de montagnes alternativement glaciales et surchauffées, d'accès difficile, peuplées de populations teigneuses sur lesquelles le colonisateur britannique s'est cassé les dents à trois reprises au XIXe siècle¹; la lutte victorieuse contre Albion a provoqué l'apparition d'une conscience nationale très aiguë malgré la diversité linguistique et religieuse (il y a en Afghanistan des sunnites* et des chiites*; des Persans, dont les Tadjiks forment un sous-groupe, des Ouzbeks, des Turkmènes et des Pachtounes); mais aussi, très tôt, un glissement dans l'orbite russe, puis soviétique (voyez plus haut). Dans les années 1970, l'alliance soviétique s'est mise à ressembler de plus en plus furieusement à un protectorat, puis à une agression pure et simple. En juillet 1973, le prince Mohammed Daoud, un cousin du roi Zahir Shah, renversa ce dernier et institua un régime "progressiste" à la mode d'alors, lequel fut renversé et assassiné en avril 1978 par une coalition, hâtivement bricolée à Moscou l'année précédente, de communistes locaux, répartis en deux factions, le Khalk et le Parcham. Mais la société afghane rejeta la greffe, et notamment la laïcité agressive du nouveau régime: ce fut le soulèvement général, tandis qu'à Kaboul, de coup d'État en coup d'État, le Parcham était marginalisé par le Khalk. Les Soviétiques, qui tenaient pour contraire aux lois de l'Histoire et dangereux pour leur prestige déclinant qu'un pays devenu socialiste cessât de l'être, décidèrent, en **décembre 1979**, d'envoyer l'Armée rouge remettre de l'ordre, et installèrent au pouvoir le chef du Parcham, Babrak Karmal. Ils rêvaient aussi d'atteindre les "mers chaudes", c'est-à-dire de passer les montagnes d'Asie centrale et d'avoir un jour une base navale sur l'océan Indien.

seul n'en fait qu'un écrivain de second plan, et en Orient une haine que ne justifie pas le texte des *Versets*, pas spécialement antimusulman.

¹ La principale déroute britannique en Afghanistan eut lieu en novembre 1841; de 1879 à 1921 le pays est quand même passé sous un semi-protectorat britannique, mais il n'y avait pas de troupes coloniales sur place. Sur cette époque, voyez les romans et nouvelles de Rudyard Kipling, notamment *Kim*, excellent roman paru en 1900-1901.

Ce fut **le Vietnam de l'U.R.S.S.** L'extrême brutalité de l'Armée rouge (massacres, destructions, viols systématiques, emploi d'armes chimiques interdites par les conventions internationales, largage de mines dont certaines grimées en jouets d'enfants, etc.) ne parvint qu'à dresser la presque totalité du peuple afghan contre l'envahisseur. Malgré l'envoi d'un million d'hommes en tout en dix ans, les Soviétiques ne parvinrent jamais à contrôler plus que les villes et les principales pistes. Peut-être la politique de la terre brûlée aurait-elle fini par donner des résultats (dans les années 1920 l'Asie centrale avait été "pacifiée" de cette manière); mais l'Amérique de Ronald Reagan saisit l'occasion qui lui était offerte d'humilier et de "saigner" l'"Empire du mal": à l'aide de leur relais régional, le Pakistan, ils armèrent les moudjahidin* afghans, sans se préoccuper de leurs tendances politiques; à partir de 1986, ils leur fournirent même des missiles sol-air, et l'aviation soviétique perdit la maîtrise des airs. Avec la Perestroïka, il était apparu en U.R.S.S. une opinion publique; laquelle, révoltée par les pertes humaines soviétiques, multiplia les manifestations contre la boucherie. Finalement, entre avril 1988 et février 1989, les troupes soviétiques quittèrent le pays; elles avaient eu quinze mille morts. Le régime communiste, dirigé depuis mai 1986 par Mohammed Najibullah, résista trois ans, puis la guérilla prit le pouvoir en avril 1992; elle ne s'affichait pas islamiste.

La guerre contre la Russie soviétique eut pour effet de déstabiliser complètement la société afghane (Kaboul était passée de six cent mille à trois millions et demi d'habitants, essentiellement des réfugiés; il y en avait encore plusieurs millions dans les pays voisins). La répression communiste, puis le départ en exil des collabos de Moscou, eurent pour effet de décapiter complètement les maigres élites occidentalisées, ou tout simplement instruites: l'Afghanistan est redevenu essentiellement un pays de paysans et de guerriers tribaux, où l'espérance de vie est la plus faible du monde. Les moudjahidin*, guerriers villageois, se révélèrent incapables de gérer le pays: à leur tour, ils se déchirèrent, entre autres selon des lignes de fracture ethniques (l'équipe au pouvoir était dominée par des Tadjiks). Finalement, en 1994-1996, les **taliban***, une milice de jeunes islamistes pachtounes¹ formés dans les madrasas* d'Afghanistan oriental et du Pakistan, mit tout le monde d'accord en prenant le pouvoir, d'abord dans le sud et l'est du pays; progressivement, il acculèrent l'opposition dans l'extrême nord-est tadjik. Le Pakistan, lassé de l'instabilité à sa frontière occidentale, joua un rôle majeur dans ce processus, ainsi que l'Arabie saoudite (les écoles d'interprétation de l'islam dont se réclament les taliban* sont assez proches du wahhabisme); mais plus guère les États-Unis, qui se désintéressaient complètement de cette région depuis la disparition de l'U.R.S.S.

¹ Il s'agit de l'ethnie autour de laquelle s'est formée la nation afghane au XIXe siècle; mais, héritage des partages coloniaux, le deux tiers des pachtounes vivent au Pakistan (où on les appelle "Pathans"), d'où les liens des pachtounes afghans avec ce pays. Par opposition, les persanophones, sunnites (tadjiks) ou chiites, se sont assez vite positionnés comme "laïcs" sur le marché idéologico-médiatique: le meilleur exemple en était, jusqu'à son assassinat en septembre 2001, le commandant Massoud, marginalisé sur place mais très populaire dans les médias occidentaux qui l'avaient baptisé "le lion du Panshir", sa vallée natale.

Les taliban* n'ont rien à voir avec les islamistes iraniens, avec lesquels ils s'entendent fort mal. Les hommes au pouvoir à Téhéran sont gens de la ville, issus d'une vieille civilisation et d'une très ancienne et prestigieuse tradition religieuse chiite*; comme je l'ai montré plus haut, leur projet est d'adapter la modernité à l'islam. Les taliban*, qui sont sunnites, sont des paysans, des chefs de villages et de tribus des marges du monde iranien, hâtivement et approximativement formés dans les madrasas* après avoir fait leurs classes dans la guérilla ou s'être copieusement ennuyés dans les camps de réfugiés; à leur arrivée au pouvoir ils n'avaient pas de liens intellectuels particuliers avec les islamistes du reste du monde musulman. Leur islam rustique est d'une bigoterie ubuesque malgré ses prétensions à un messianisme mondial; leur rejet de la modernité, dont ils ne connaissent que les agressions, est radical; la manière dont ils traitent les urbains évoque avant tout une revanche sociale, un peu à la mode khmère rouge. Ils ont interdit la télévision, la musique, le jeu (cerfs-volants compris!), détruit une bonne partie du patrimoine préislamique de l'Afghanistan, statues et bibliothèques (alors que l'Iran est très fier du sien); leur joug est d'un obscurantisme maniaquement tâtilon: ils mesurent la barbe des hommes pour vérifier qu'elle est assez longue pour être islamique, les femmes n'ont absolument pas le droit de travailler, les petites filles ne vont plus à l'école, etc. Ils n'ont pas réellement tenté de restaurer un État: l'émirat* qu'ils ont proclamé n'a pas de titulaire (le numéro un du régime, le mollah* Mohammed Omar, n'est qu'épisodiquement qualifié de Commandeur des Croyants*); il n'y a que des lambeaux d'administration, la seule justice qui fonctionne est celle des chefs de clans et des religieux. Seul progrès relatif à mettre à leur actif: par radicalisme religieux ils ont légèrement amélioré le statut juridique de la femme, qui était encore plus calamiteux dans la coutume locale que dans la charia*!

Accueillis en libérateurs par la population en 1996, car ils ramenaient la paix, les taliban* ont fini de ruiner et d'isoler leur pays, lequel, à l'automne 2001, est au bord de la famine. Cette zone sans loi est devenue le rendez-vous de tous les islamistes radicaux, notamment des milliers d'Arabes qui se conduisent de plus en plus comme en terre conquise: parmi eux, le milliardaire saoudien terroriste Oussama Ben Laden (né en 1957). Le Pakistan subit également les effets en retour de cette dérive: les islamistes radicaux y sont de plus en plus puissants, y compris dans les cercles du pouvoir.

D) La radicalisation de l'islamisme dans les années 1980 et 1990. Le terrorisme.

Dans le monde sunnite proche-oriental et maghrébin, à partir de la fin des années 1970 un certain nombre de mouvements (la Jama'at Islamiya en Égypte, la Jamiat-i Islami en Afghanistan, etc.) ont commencé à entrer en dissidence vis-à-vis des Frères musulmans, qu'ils

jugeaient trop modérés. Les Frères se sont trouvés progressivement marginalisés, sauf en Jordanie où ils font fonction d'"opposition de Sa Majesté", représentée au Parlement et même parfois au gouvernement. Ces islamistes radicaux sont apparus en pleine lumière en Égypte avec **l'assassinat du président Sadate**, en octobre 1981. À l'évidence, c'est le succès de la Révolution islamique d'Iran qui a enclenché cette dynamique de la radicalisation; pour autant, ces mouvements n'ont pas compté avec le parrainage de l'Iran, à l'exception des extrémistes chiites* libanais (voyez plus haut) — en revanche l'Arabie saoudite sunnite* en a financé un certain nombre; de "coups tordus" en accès de *Realpolitik*, la Jordanie, le Pakistan, l'Arabie Saoudite et même la Turquie ont joué aussi à l'occasion ce jeu dangereux. Puis les deux intifadas** palestiniennes, le durcissement d'Israël et l'intervention américaine en Irak ont entretenu les frustrations dans une région du monde qui se sent agressée, humiliée et méprisée par l'Occident.

Au Maghreb, en Turquie et au Soudan, **les islamistes sont apparus d'abord sur les campus**, à l'époque où s'y amorçait le déclin du marxisme et où l'échec des équipes "modernisatrices" au pouvoir se faisait patent. Ils recrutaient en particulier dans les facultés scientifiques et techniques (en partie par réaction aux bastions "de gauche", fort arrogants, que représentent les campus littéraires; en partie parce que ces facultés recrutent dans des milieux moins liés aux élites); et aussi dans les écoles normales. Cette génération s'est détachée très vite de l'héritage des Frères musulmans et de Maududi, jugés trop modérés et qui ont échoué à prendre le pouvoir par la voie légale; elles s'est tournée vers les idées extrémistes de Qutb, et ce y compris en Égypte.

Ces mouvements représentent une nébuleuse difficile à décrire: les noms varient, certains ne sont que des étiquettes, des appellations génériques qui peuvent recouvrir des groupes très divers (ainsi "**Hezbollah**" veut simplement dire "parti de Dieu", G.I.A. veut dire "groupes islamistes armés"). Leur activité est d'une grande variété: certains s'occupent essentiellement de lutter contre les oulémas* officiels, accusés de trahir l'islam; beaucoup se contentent d'occuper le terrain social en palliant l'incompétence catastrophique des États: en Égypte par exemple ils sont très puissants dans l'enseignement, ils dirigent des structures d'entraide sociale, font régner l'ordre dans les quartiers pauvres, etc. Leur souci primordial, à vrai dire plus fondamentaliste que proprement islamiste, est de **réislamiser les sociétés musulmanes**: pour eux, c'est la faiblesse interne de ces sociétés qui explique le succès des agressions de l'Occident. Ce souci se retrouve dans leur action en direction des musulmans immigrés dans le monde chrétien, parmi lesquels la pratique de l'islam est très affaiblie; mais cette action ne touche que les milieux, assez limités, où la notion de Communauté* musulmane est encore vivante. Les **stratégies islamistes de communautarisation des minorités musulmanes dans le monde chrétien** ont jusqu'ici échoué: tous les immigrés ne sont pas musulmans, tous les chômeurs non plus, tous les habitants des quartiers difficiles non plus — autrement dit, les problèmes des immigrés

musulmans ne sont pas réductibles à une problématique religieuse —; là où les gouvernements encouragent le communautarisme, comme en Grande-Bretagne, c'est sur la base de l'origine nationale et non sur celle de la religion. Et même dans un faubourg de Londres, un Pakistanais et un Marocain, même tous deux de sensibilité islamique, ne se sentent pas forcément plus proches qu'un Espagnol et un Polonais dans un faubourg de Lille!

Ce qui précède m'amène à souligner que l'islamisme d'aujourd'hui entretient des liens complexes avec le nationalisme et l'ethnicité; en particulier, le mouvement de Résistance palestinienne, qui demeure fondamentalement un mouvement nationaliste, s'est progressivement islamisé dans les les années 1980 avec la concurrence que le Mouvement de Résistance islamique (**Hamas**), fondé en 1987, fait à une O.L.P. accusée d'inefficacité, voire, depuis le retour d'Arafat en Palestine en 1993, de complicité avec l'occupant.

Le Maghreb, longtemps à l'écart du bouillonnement islamiste, a été marqué, à la fin des années 1980, par l'apparition en **Algérie** d'un puissant parti politique islamiste, le Front islamique du Salut (**F.I.S.**) Cette apparition fut directement consécutive aux grandes émeutes d'octobre 1988, provoquées par une hausse du prix de la semoule, l'aliment de base, et à leur sanglante répression: cette tragédie sanctionna l'échec total du modèle de développement imposé à la société algérienne par le F.L.N., et d'un nationalisme dépassé une génération après la fin de la guerre d'indépendance. Le F.I.S., dirigé par Abassi Madani et Ali Belhadj, s'organisait autour des mosquées privées qui proliféraient depuis le milieu des années 1970 (les autres étaient aux ordres du pouvoir); il ralliait notamment une bonne partie des élites modernes dégoûtées par le régime, notamment les étudiants, mais aussi le peuple, qui était toujours demeuré croyant, souffrait dramatiquement de l'effondrement économique du pays et n'imaginait d'autre perspective que le retour aux "traditions".

Ce parti d'opposition, ou plutôt cette nébuleuse fort mal structurée de mécontents de tout poil, attira un vote protestataire massif aux premières et jusqu'ici seules élections libres de l'Histoire de l'Algérie, en décembre 1991: il semble qu'il remporta la majorité absolue des suffrages. En janvier 1992, le pouvoir annula les élections par un coup d'État militaire non sanglant. Le F.I.S. fut interdit et éclata rapidement en une multitude de groupes clandestins (que le pouvoir et les médias ont baptisés les G.I.A.); une partie de ses militants basculèrent dans l'action violente, et l'Algérie plongea dans une nouvelle et terrible **guerre civile** qui n'a pas encore pris fin en 2001: le pouvoir n'est plus menacé mais ne parvient pas à enrayer la violence. Les islamistes algériens se distinguent par la brutalité de leurs méthodes, manifestement héritées de l'atroce violence de la guerre d'indépendance, et, au-delà, de la conquête française: ils se sont fait une spécialité, notamment, des égorgements de masse. Il s'agit de méthodes typiquement terroristes, destinées à traumatiser l'opinion plus qu'à affaiblir directement le pouvoir: effectivement les massacres sont complaisamment mis en scène par les médias algériens et

occidentaux; il court même des bruits insistants de manipulation d'une partie des G.I.A. par le pouvoir, pour déconsidérer toute opposition.

En décembre 1994, la police française a sans doute empêché un avion détourné de s'écraser sur Paris: vengeance terrorisme envers l'ancienne métropole accusée de soutenir le régime. En représailles, en 1995 les islamistes algériens ont mené une campagne d'attentats en France (il y eut sept morts en juillet à la station de R.E.R. Saint-Michel). Il s'agissait aussi d'impressionner l'opinion publique algérienne: c'est que les Algériens regardent plus la télévision française que la leur, à la botte des militaires.

Le F.I.S. comptait des courants "modernistes" (au sens que j'ai donné à ce mot dans le passage sur l'Iran); en revanche les cinglés des G.I.A. ne savent rien de la synthèse moderniste élaborée par les Frères musulmans et les islamistes d'Iran: en réalité, leur projet de société est plus fondamentaliste qu'islamiste. Un bon indice en est qu'alors que les islamistes iraniens sont soucieux d'accorder une place aux femmes dans la société, même voilées et dans le cadre d'une séparation maniaque des sexes, le projet des extrémistes algériens est tout simplement de les ramener au foyer. Comme les taliban* afghans, ils veulent la charia*, rien que la charia*: pas question d'innovations institutionnelles. C'est un recul spectaculaire pour l'Algérie, l'une des sociétés musulmanes les plus occidentalisées — l'une des plus schizophrènes aussi, il est vrai; l'islamisme d'aujourd'hui s'y recrute exclusivement dans le sous-prolétariat et dans une ex-bourgeoisie déclassée, méprisée par tout le monde, à la culture approximative, qui n'a rien à voir avec les milieux instruits, socialement favorisés, qui ont généré les Frères musulmans, ni avec le prestigieux haut clergé de l'Iran.

Au Maroc et en Tunisie les gouvernements semblent tenir en lisière les islamistes locaux, recrutés dans les mêmes milieux que le F.I.S. des origines et d'ailleurs au départ favorisés par ces mêmes pouvoirs pour faire concurrence aux contestations marxistes. Au Maroc, l'essor de l'islamisme a été freiné par la forte personnalité du roi Hassan II, qui a régné de 1961 à 1999, et dont le pouvoir s'appuyait sur une légitimité religieuse (le roi du Maroc est Commandeur des Croyants*), et par l'existence de traditions politiques anciennes (notamment l'Istiqlal, un parti d'opposition socialisant). Et puis la dérive sanglante de l'Algérie voisine n'encourage pas les populations à se jeter dans les bras des islamistes!

La nébuleuse islamiste n'est pas parvenue à se structurer au niveau international, parce que les projets sont divers, parce que les ennemis le sont aussi (l'Afghanistan n'est pas l'Algérie), et aussi parce que les luttes "islamistes" se mènent dans un cadre national, même si

les cas de manipulation géostratégique sont légion. Cependant la **transnationlisation d'une partie de l'extrémisme islamique** s'est accélérée dans les années 1990, effet en retour de la mondialisation de l'économie, de l'information et des mouvements de population. Beaucoup d'argent "vert" circule d'un bout à l'autre du monde musulman, quand il n'est pas investi en Occident; des imams* radicaux vont fonder des mosquées aux quatre coins du monde musulman et même chrétien; de jeunes Algériens, de jeunes Français s'engageaient en Bosnie ou vont faire des stages religieux et surtout guerriers en Afghanistan. Divers réseaux transnationaux plus ou moins structurés, plus ou moins terroristes se camouflent derrière des confréries, des O.N.G., des camps de réfugiés; à l'heure où j'écris ces lignes il est encore difficile de décrire al-Qaida ("la base"), le réseau d'Oussama **Ben Laden**, responsable désigné du carnage de septembre 1991 à New York et à Washington.

Même si la boucherie du *World Trade Center* a confirmé la capacité de nuisance de ces réseaux, **tout cela ne fait pas une Internationale**: pour cela, il faudrait un centre incontesté, une base territoriale stable et sûre, et un leader charismatique. Or les mouvements islamistes sont manipulés, divisés: les différents émirs* et guides n'entendent abandonner aucune parcelle de leur autorité. Aucun État, aucun *leader* du monde musulman ne soutient plus les réseaux terroristes, sauf l'Afghanistan des taliban* qui est revenu au Moyen Âge et peut-être en sous-main l'Irak de Saddam Hussein en butte aux sanctions de l'O.N.U: mais ces deux pays sont très affaiblis. La Syrie et la Lybie se sont assagies (dans les années 1980 les régimes nationalistes de ces deux pays ont été accusés de soutenir le terrorisme musulman, islamiste ou non), ainsi que l'Iran; de toute façon ce dernier est un pays chiite*, c'est-à-dire minoritaire en islam, et non arabophone (de 1980 à 1988, une guerre terrible l'a affronté à l'Irak, un autre pays musulman!). Le régime saoudien, dont le rôle dans ces affaires est plus que trouble, est haï dans la plus grande partie du monde musulman pour moult raisons religieuses et autres, notamment sa corruption et son alliance avec les États-Unis: ce n'est pas l'autocrate ventru et affairiste de Ryad qui va devenir le héros des foules musulmanes affamées; en fait, son trône est directement menacé par les islamistes. Et puis, je l'ai dit, la plupart des islamistes agissent dans un cadre national, par force. Les États musulmans sont haïs, mais ils existent, et une partie des militants se sentent plus iraniens, libanais ou tunisiens que musulmans, surtout quand il s'agit d'action politique; ce paradoxe a déjà été celui des socialistes internationalistes au début du siècle.

En revanche **il y a en Occident une tendance croissante à assimiler islam et islamisme**, islamisme et fondamentalisme; en France à confondre islamisme, islam, Arabes et immigrés. S'agit-il d'un élément de définition d'une nouvelle identité "occidentale" jusqu'ici fort floue? Seule une partie des extrême-droites, surtout européennes, et quelques universitaires américains aux idées courtes comme S. Huntington, ont essayé jusqu'ici de théoriser l'opposition entre un "Occident chrétien" et un monde musulman essentiellement perçu comme un repoussoir, digne successeur du monde communiste dans le rôle de l'"Empire du mal". Ce

type d'analyse est trop évidemment entaché de racisme pour se trouver légitimé au sein des courants politiques non protestataires. Dans les années 1990, les gouvernements de l'Union européenne, ont montré, en intervenant pour les Kosovars musulmans et contre les Serbes chrétiens, qu'ils n'étaient pas prêts à s'inscrire dans ce genre de cadres mentaux — ils n'y auraient pas intérêt d'ailleurs, vue la proportion croissante de musulmans dans la population de l'Union. Dans les jours qui ont suivi le drame de septembre 1991, les dirigeants américains, très inquiets de possibles pogroms antimusulmans, ont consacré une bonne partie de leurs interventions publiques à souligner que l'islam en tant que tel n'était pas en cause dans la barbarie des attentats terroristes.

Mais ces prudences essentielles ne survivront pas forcément à un conflit ouvert et prolongé, surtout s'il prend une dimension mondiale et si les opinions publiques en Occident et dans le monde musulman, déjà bien enclines au simplisme, sont traumatisées par d'autres drames. Même au niveau des gouvernements **les dérives de la diabolisation de l'islamisme** sont déjà plus qu'évidentes: du Maroc à l'Arabie saoudite l'Occident soutient n'importe quel régime, aussi corrompu, inefficace et brutal soit-il, pourvu qu'il affiche une vague "laïcité" et qu'il fasse mine de combattre un quelconque "islamisme". Depuis dix ans, les militaires algériens, pour ne prendre qu'un exemple, en profitent pour piller leur pays et massacrer leurs concitoyens en toute tranquillité: une expérience de type iranien, avec le F.I.S. au pouvoir, n'aurait sans doute pas fait beaucoup plus de dégâts, et peut-être aurait-elle constitué un nouveau départ, certes douloureux, pour un pays qui s'enfonce actuellement dans une impasse complète, tout aussi douloureuse. Laïcité, progrès et démocratie vont toujours de pair pour l'opinion et les gouvernements occidentaux; or en terre musulmane aujourd'hui **la laïcité est devenue le drapeau des secteurs les plus conservateurs des sociétés musulmanes**: élites kémalistes en Turquie, baassistes en Syrie et en Irak, ex-nassériennes, ex-boumédiénistes, ex-bourguibistes; bureaucraties d'État, castes d'officiers, *intelligentsias* occidentalises coupées du pays réel. Cette constatation, bien sûr, ne fait pas des islamismes des progressismes! Ni l'expression du mécontentement de l'ensemble des sociétés civiles contre les élites susmentionnées: il existe d'autres contestations, mais force est de constater que malgré la sollicitude dont certaines font l'objet de la part des médias occidentaux, toujours prêts à surévaluer ce qui est familier et rassurant, ce ne sont pas elles qui occupent le devant de la scène.

Annexes.

I) Précisions d'ordre linguistique.

L'arabe est loin d'être la seule langue de l'islam, même si elle y occupe une place privilégiée: le Coran insiste énormément sur le fait que le Message divin a été transmis au Prophète en langue arabe, et sur l'arabité de Mahomet; on ne peut réciter le Coran qu'en arabe, les traductions publiées pour aider les musulmans non arabophones s'appellent officiellement des "interprétations". L'arabe est une langue sémitique, proche de l'hébreu qui n'est pas la langue d'un peuple musulman; parmi les grandes langues de l'islam il faut citer le persan, langue officielle en Iran, l'ourdou, langue officielle du Pakistan et jadis de toute l'Inde; et le turc osmanli, interdit par Mustafa Kemal en 1928. Le persan classique, l'ourdou et l'osmanli sont des langues savantes bourrées de mots, d'expressions et même de constructions grammaticales arabes; par ailleurs, l'alphabet arabe, qui ne note que les consonnes et les voyelles longues, est remarquablement adapté à la notation de l'arabe et des autres langues sémitiques, où les voyelles brèves n'indiquent que des rapports grammaticaux et où le sens est porté par les consonnes; mais il se révèle catastrophiquement inadapté lorsqu'il s'agit de langues où les voyelles sont nombreuses et ont de l'importance pour le sens des mots, comme le turc.

L'arabe du Coran est à la base de la langue "littéraire" ou "littérale", langue écrite et audiovisuelle commune basée aussi, pour les éléments modernes, sur le dialecte en usage au Caire. La langue littéraire est la seule enseignée dans les écoles dans tout le monde arabe. Les arabes "dialectaux" s'y opposent: fort divergents entre eux, au moins autant que les langues latines, ils n'ont aucun prestige culturel mais tout le monde les pratique dans la vie courante (en Algérie, seul un tiers de la population se débrouille en arabe littéraire; au Yémen, moins de 10%).

Il n'y a que trois voyelles en arabe, a, i et ou; en réalité a se prononce quelque part entre le "a" et le "è" du français, parfois comme le "â" du français (notamment à proximité des consonnes emphatiques); i, quelque part entre "i" et "é" français; ou, quelque part entre "au" et "ou" français, d'où des flottements dans la transcription (comme celle des prénoms Fouad ou Foued, Ridwan ou Rédouane, Noureddine ou Nordine). De plus en arabe dialectal il arrive qu'on élide une voyelle brève (Idris et Driss sont des transcriptions de prononciations respectivement libanaise et marocaine du même prénom) et qu'on prononce une consonne comme une voyelle (le prénom Tawfiq/Tewfiq est parfois francisé en Toufik d'après la prononciation algérienne¹). Les consonnes au contraire sont très nombreuses (vingt-neuf en arabe classique, contre dix-huit en français), avec notamment une belle série de consonnes prononcées très en arrière dans la gorge, et des "emphatiques" inconnues des langues européennes. Des variations régionales dans la prononciation actuelle des consonnes sont responsables de variations comme celle qui affecte le prénom "Djamel" (prononciation maghrébine), qui correspond à "Gamal" en Egypte.

En arabe ce sont donc les consonnes qui sont porteuses de sens; les voyelles indiquent les rapports grammaticaux. C'est ce qui explique que lorsqu'un mot est fléchi, parfois seules les consonnes restent en place (ainsi le mot "sharif" a pour pluriel "achraf", "imam" donne "a'imma"). En arabe classique et en arabe littéraire moderne la morphologie nominale est aussi

¹ **Note sur les noms arabes:** à l'exception des noms bibliques (Idris, l'un des prophètes de l'Ancien Testament; Moussa = Moïse; Issa = Jésus; Smaïn = Ismaël), du nom du Prophète (Mohammed — Mahomet est une autre transcription) et de ses familiers (ses femmes Aïcha et Khadija, sa fille Fatima) et des quatre premiers califes ((A)Boubacar, Omar, Osman, Ali), tous les noms arabes ont un sens immédiat. Ainsi, pour les noms cités dans ces lignes: Fouad = courage, vaillance; Ridwan = bonheur — c'est aussi le nom d'un ange —, Noureddine = lumière de la religion; Toufik = aide de Dieu pour orienter dans la bonne voie; Djamel = beauté physique et morale; Nagui = protégé de Dieu; Fatih = vainqueur. "Abdel" signifie "serviteur de": ce préfixe, qu'on élide souvent, est suivi de l'un des quatre-vingt dix-neuf "attributs" de la Divinité, ou "noms divins". Ainsi Abdelkader = Serviteur de l'Omnipotent; Khaled = (Serviteur de) l'Éternel, etc. Certains noms ont en outre une forte résonance historique: Fathi ("le Conquérant") est au départ le titre pris par le sultan turc qui a pris Constantinople en 1453; (I)dris est aussi le nom du fondateur de Fès et de la monarchie marocaine.

Traditionnellement le nom était suivi d'un patronyme introduit par "ibn" ou "ben", au pluriel "banou": "fils de"; en revanche il n'y avait pas de noms de famille. Au XXe siècle, les Arabes ont adopté l'usage occidental des noms de famille (comme en France certains sont simplement d'anciens "prénoms", d'autres sont d'anciens surnoms, noms de profession, etc.: ainsi la plupart des noms en -i désignent une origine géographique) et les anciens noms sont devenus des prénoms.

complexe que celle du grec ancien; en arabe moderne dialectal la déclinaison à trois cas a disparu, ainsi que le duel, et il ne subsiste que le redoutable problème des pluriels. Beaucoup de féminins se forment en -at en arabe littéraire, mais le -t est tombé en arabe dialectal (d'où par exemple les transcriptions françaises Nadjat/Nadjia/Néjia, pour le féminin de Na(d)ji — en Égypte: Nagui —; d'où aussi les féminins maghrébins en -a: Fatih/Fatiha, etc.). La morphologie verbale est très difficile, les accords sont parfois illogiques (le genre du verbe n'est pas toujours celui qu'on attend au vu du sujet) et l'orthographe, assez délicate (il y a des "n" qui se prononcent "a"...), ne note de toute façon que les consonnes et les voyelles longues! Sauf dans les manuels scolaires et les éditions du Coran faites pour être mémorisées sans fautes, où les voyelles brèves apparaissent sous forme de signes diacritiques, il faut donc connaître un mot ou au moins comprendre sa fonction dans la phrase pour le prononcer. En revanche la syntaxe ressemble en très gros à celle des langues d'Europe (principale divergence: en arabe le verbe vient normalement en premier).

II-Précisions d'ordre historico-religieux: les sunnites, les chiites... et les autres.

Le **dogme** de l'islam tient en très peu de mots: unicité de Dieu; fidélité au Message transmis oralement par l'archange Gabriel à Mahomet, le dernier des Prophètes (en arabe prophète se dit: "Nabi") et rénovateur du monothéisme, puis mis par écrit par ses proches sous la forme du Coran (littéralement ce mot signifie: la "récitation"). La **profession de foi** résume le dogme: « il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son Prophète ». **Le mot "islam"** veut tout simplement dire "soumission" (à l'enseignement du Prophète) et **le mot "musulman"** (le mot français est formé sur le pluriel arabe, le nominatif singulier a donné l'anglais "muslim") est un participe passé: "soumis". **"Allah"** signifie simplement "Dieu": c'est un substantif pluriel, quoique la forme morphologique soit celle d'un singulier; ce mot, qui existait déjà avant l'islam, est peut-être formé par redoublement de l'article, métaphore de l'impossibilité de Le nommer (une traduction littérale serait: "le Le" — notre mot "Dieu" se réfère moins abstraitement à une "lumière", cf. le latin *dies*, "le jour").

Les musulmans reconnaissent le judaïsme et le christianisme, les "religions du Livre" (c'est-à-dire de la Bible), comme des étapes antérieures de la Révélation divine, dévoyées par la non-reconnaissance du message coranique¹; ils considèrent Abraham, Moïse et Jésus comme les trois grands prophètes qui annoncent Mahomet, et Jérusalem (en arabe al-Kods, "la sainte") comme l'une de leurs villes saintes — c'est là entre autres que le Prophète a connu son "ascension mystique" depuis "la Mosquée très éloignée", assimilée à al-Aksa, l'une des deux mosquées situées sur le Mont du Temple à l'emplacement du Temple de Salomon; cette ascension l'a conduit au seuil de la connaissance physique de Dieu, seuil infranchissable symbolisé par l'"Arbre de la Limite".

Les **"cinq piliers" de la foi** (la profession de foi, la prière quotidienne, l'aumône, le jeûne du mois de **Ramadan** ou carême musulman, le "hadj" ou pèlerinage à La Mecque) ne sont que des rites; ils ne font pas partie du dogme et on peut s'en dispenser en cas de nécessité, par exemple les femmes enceintes sont dispensées du jeûne — cependant Mahomet les a codifiés en détail, et la vie du Prophète toute entière, racontée dans les **"hadith"** (récits exemplaires) qui forment la **"sunna"** (la tradition), et dans diverses biographies (**"soura"** en arabe), a valeur d'exemple à imiter pour les croyants (ainsi pour la polygamie: à sa mort Mahomet avait quatre femmes, donc l'islam autorise quatre femmes, dans la mesure où leur mari peut les nourrir). Celui qui a accompli le pèlerinage est appelé **"ha(d)ji"**. Le (d)**jjihad** (l'"effort" dans la voie de Dieu) ne fait pas partie des cinq piliers; ce n'est pas seulement la "guerre sainte" mais, bien plus largement, l'ensemble des efforts que le croyant doit faire pour approfondir sa foi, mener la vie d'un bon musulman et pour assurer le triomphe de Dieu, notamment par la reconquête spirituelle des musulmans tièdes ou "égarés". Le jihad est donc avant tout un code de conduite personnelle, ce qui n'empêche pas cette notion d'avoir été "politisée" très tôt dans l'Histoire de l'islam, notamment par les premiers conquérants, puis par tous les contestataires de l'ordre musulman établi (les chiites, etc.); c'est au moment des croisades que le jihad a pris en

¹ Les chrétiens et les juifs étaient nombreux en Arabie à l'époque de Mahomet; cependant le polythéisme dominait. Le Prophète lui-même est issu d'un clan polythéiste; la question des influences qu'il a subi a fait couler des torrents d'encre.

partie le sens d'une "contre-croisade" anti-chrétienne. Celui qui mène le jihad est un **mou(d)jahid** (au pluriel: mou(d)jahidin): ce mot a pris au moment des indépendances, en Algérie notamment, le sens très large de "combattant".

L'islam ne connaît pas la notion de sacrement: en particulier, pour devenir musulman il suffit d'avoir prononcé la profession de foi devant deux témoins musulmans dignes de foi. En principe une musulmane ne doit pas épouser un non-musulman; l'inverse est tout à fait possible (de manière générale, un musulman doit éviter de se placer en position de dépendance vis-à-vis d'un non-musulman). Il est interdit de convertir un non-musulman par la force (les juifs, les chrétiens et les zoroastriens jouissent même d'un statut de protégés, la dhimma¹: on les appelle les **dhimmi**); en revanche toute apostasie est punie de mort. Il n'y a que deux lieux sacrés (**haram**), les enceintes de **La Mecque** (la ville natale du Prophète et celle des premières Révélations, dont le caractère sacré est d'ailleurs bien antérieur à l'islam²) et de **Médine**, en arabe Yathrib ou Madinat an-Nabi, "la ville du Prophète", où la Communauté est vraiment née après la fuite de Mahomet de La Mecque en 622 (l'**Hégire** ou "hijra", qui marque le début du calendrier musulman) et où se trouve le tombeau du Prophète. Ces deux "enceintes" toutes symboliques couvrent les deux villes et leurs environs. L'entrée en est interdite aux non-musulmans. Les **mosquées** en revanche ("jami" en arabe) ne sont que des bâtiments où se tient le culte, non consacrée; on peut parfaitement s'en passer (la plupart des musulmans de France prient dans des lieux privés), en revanche il est recommandé de prier en public, ensemble. Le **Coran** a un statut très supérieur aux livres sacrés des autres religions monothéistes: ce n'est pas un récit, mais la transcription de la parole de Dieu. Il n'a aucun caractère d'historicité, il n'est pas interprétable: il n'y a pas d'exégèse coranique.

En principe l'islam prohibe toute forme d'idolâtrie, y compris le culte des morts (il n'y a aucun signe sur les tombes des musulmans, sauf éventuellement des versets du Coran), celui des saints hommes, et toute représentation du Divin par l'image (voire toute image, car seul Dieu a le pouvoir de créer). Sur ces points, les musulmans stricts ne sont jamais parvenus à éliminer l'influence des croyances et des cultures préislamiques: ainsi un peu partout, notamment au Maghreb et en Afrique noire musulmane, on honore les tombeaux et les reliques des **marabouts**, qui sont des sortes de saints³ (aujourd'hui encore les mouvements islamistes et "purificateurs" de l'islam luttent contre ce culte, aussi bien en Algérie qu'en Arabie saoudite — l'Iran chiite fait exception, nous le verrons, à cause du culte des martyrs qui est l'une des spécificités du chiisme). C'est l'un des points essentiels qui opposent les mouvements islamistes ou "piétistes" (comme les wahhabites d'Arabie saoudite) aux croyants plus traditionnels.

Cet accord sur l'essentiel n'a pas empêché les musulmans (l'**Oumma**, la "Communauté (des croyants)", qui était censée être complètement et éternellement unie et solidaire (c'est l'une des ambitions essentielles de l'islam), de se déchirer très tôt, essentiellement sur des questions de pouvoir⁴. L'islam, en effet, est **une religion de la cité**: ce n'est pas seulement un ensemble de règles individuelles, mais aussi un ensemble de normes sociales, une éthique à laquelle la vie est soumise dans tous ses détails. Le Coran est plein de règles concernant la vie des fidèles (y compris par exemple sur des affaires d'héritage!): il y en a beaucoup d'autres dans la sunna. C'est que Mahomet s'est mêlé de politique. Contrairement à Jésus qui a dit: « mon royaume n'est pas de ce monde » et s'est laissé supplicier, il a fondé un État, a organisé la vie de la

¹ Ce statut en fait quand même des inférieurs, soumis en particulier à des impôts spéciaux.

² La Kaaba, la "pierre noire" (apportée par un ange) qui se trouve aujourd'hui au centre de la grande mosquée de La Mecque, était un centre de pèlerinage polythéiste (le terme traditionnel pour désigner le polythéisme en islam est traduit en français par "**associationnisme**"). Mahomet a fait détruire les trois cent soixante idoles et les fresques (représentant la vie d'Abraham) qu'il y a trouvées; mais il a repris le pèlerinage en l'"islamisant" (il l'a lui-même fait deux fois, dans deux versions différentes). Pourquoi? Sans doute parce que c'était un rite commun à tous les Arabes, un signe communautaire fort. On touche ici à un point hautement délicat: Mahomet a-t-il prêché pour toute l'humanité ou "d'abord" pour les Arabes?

³ Attention: "des sortes de..." Contrairement aux saints de la religion catholique les marabouts (d'un participe passé arabe qui signifie "attaché" à Dieu) ne sont pas des intercesseurs, mais simplement des personnages illustres par leur conduite morale et religieuse. Rares sont les marabouts thaumaturges, c'est-à-dire ceux sur les tombeaux desquels se produisent des guérisons: la notion de bénédiction ("barakah") attachée à une tombe est bien plus large et s'exprime plutôt par une spiritualité particulièrement intense.

⁴ Sur ces questions que je ne fais évidemment qu'effleurer, lisez éventuellement le très beau livre de Hichem Djait: *La grande discorde*, paru aux éditions Gallimard en 1989.

Communauté et s'est beaucoup battu (le Coran ne dit pas que Dieu lui a ordonné de se battre, mais on trouve cette mention dans sa plus ancienne biographie). Cependant son pouvoir n'était pas de type monarchique: il s'agissait plutôt d'un pouvoir d'arbitrage entre les composantes de l'Oumma, dans le but de faire triompher la vérité et non pas d'accumuler les territoires et les richesses.

Après sa mort (en juin 632), la Communauté s'est donné un nouveau chef, le **calife** ou "successeur" du Prophète (en tant que chef temporel et spirituel, mais pas en tant que Prophète, évidemment: la Révélation divine est close pour toujours depuis la mort de Mahomet). Les califes n'avaient aucun pouvoir dans le domaine du dogme (fixé une fois pour toutes par la Révélation divine) ni de son interprétation (réservée aux **oulémas**, les "savants" ou "érudits"); ils symbolisaient l'unité de la Communauté, faisaient respecter le dogme et les prescriptions de l'islam (ainsi le calife dirigeait la prière, directement ou par le biais d'une invocation à lui destinée: on disait qu'il était **imam**, c'est-à-dire "guide" de ceux qui priaient — ceux qui dirigent la prière dans les mosquées ont aussi ce titre), agissaient pour favoriser l'expansion de l'Oumma et le progrès de l'islam (cette fonction était celle d'Amir al-mouminin, "**Commandeur des croyants**"). Il s'agissait donc d'un pouvoir à la fois politique et religieux, puisque l'un et l'autre n'étaient pas distingués; mais, très clairement, c'était un pouvoir temporel et non spirituel.

Les deux premiers califes, Abou Bakr et Omar, ne posèrent pas de problème. Ils furent choisis parmi les proches compagnons du Prophète; ils appartenaient à sa tribu, celle de Kouraysh, mais pas à sa famille. Ce mode de succession non dynastique, donc passablement révoltant pour l'époque, était d'autant mieux accepté que les garçons de Mahomet étaient tous morts en bas âge. Les choses se gâtèrent avec le troisième calife, Osman, qui très vite fut contesté: ce n'était pas l'un des premiers compagnons du Prophète; en revanche il appartenait à un des clans les plus puissants de La Mecque. C'était le retour en force des vieilles structures "aristocratiques" que la Révélation prophétique avait marginalisées, car au sein de la Communauté tous les croyants sont égaux (Mahomet lui-même appartenait à un clan secondaire). Osman fut accusé de gouverner comme un monarque plus que comme un arbitre de la Communauté religieuse (ceci était crucial: la question qu'il y a derrière toutes ces disputes, c'était: comment gouverner la Communauté?), et notamment de népotisme et de détournement de fonds publics; il finit par être assassiné.

Cela provoqua la "grande discorde" (la **fitna** al-akbar). La Communauté se scinda entre les partisans d'Osman, qui considéraient son assassinat comme injuste et réclamaient le prix du sang versé (à celui qui en bénéficiait et qu'ils tenaient donc pour le responsable, sinon l'instigateur, du meurtre: le nouveau calife); et ses ennemis qui considéraient son assassinat comme juste, vus ses déviations, et se rassemblèrent autour du nouveau calife, Ali, cousin germain et gendre du Prophète, père de ses deux seuls petits-fils survivants. Autrement dit, la contestation au nom de l'islam d'un califat injuste s'appuyait sur le recours à la famille proche du Prophète, considérée, selon les mentalités de l'époque (mais pas forcément de manière très islamique), comme plus étroitement liée à la geste prophétique. La bataille décisive eut lieu à **Siffin**, sur l'Euphrate (aujourd'hui en Syrie), en 657. Alors que le calife semblait sur le point de l'emporter, ses ennemis fichèrent des pages de recueils du Coran au bout de leurs lances, réclamant ainsi un arbitrage. Ali accepta, ce qui provoqua la fureur et le départ d'une partie de ses partisans pour qui le sort des armes valait arbitrage de Dieu, supérieur à l'arbitrage des hommes. Comme la conférence d'arbitrage conclut dans le sens des ennemis de Ali, celui-ci, qui s'était laissé manipuler se trouva mis en difficulté; il finit par être assassiné par un extrémiste de son propre camp.

Le chef du parti d'Osman, Mu'awiya, qui venait de se proclamer calife, rétablit à son profit l'unité du califat et fonda la dynastie des **Omeyyades** (en 661)¹. Un siècle plus tard (en 750), elle fut remplacée par les **Abbassides**, qui régnèrent jusqu'à la prise de leur capitale Bagdad par les Mongols en 1258, événement qui marqua la disparition du califat médiéval; mais un califat omeyyade rival se reconstitua en Espagne, à Cordoue, et dura jusqu'au XI^e siècle. En réalité, l'institution califale était désormais contestée. L'islam était désormais scindé en trois pôles:

1) Les (k)**harijites** ("ceux qui sont sortis" du champ de bataille), descendants de ceux qui à Siffin avaient refusé l'arbitrage humain. Ils insistent sur le caractère parfaitement égalitaire de la Communauté et en particulier sur le fait que l'autorité ne peut venir que du consensus des

¹ Du nom du clan d'Osman.

croyants. Pour eux, pour être calife il n'est pas nécessaire d'être de Kouraysh, ni même d'être arabe: certains allaient jusqu'à soutenir qu'une femme peut être calife, beaucoup pensaient qu'en cas de discorde il vaut mieux ne pas nommer de calife du tout. Certains se lancèrent dans l'activisme politique (car il est légitime d'assassiner les "faux califes" omeyyades et abbassides), d'autres se contentèrent qu'on les laissât tranquilles (une attitude dite de "quiétisme" politique). On trouve encore des harijites au Yémen, à Djerba en Tunisie et dans le M'zab en Algérie (la communauté ibadite).

2) ou Les **chiïtes**, c'est-à-dire la shia ("la suite, le parti") d'Ali, descendent de ceux des partisans du quatrième calife qui lui sont restés fidèles après Siffin¹. Après son assassinat, ils ont reconnu pour guide l'un de ses fils, donc un petit-fils du Prophète (par les femmes); ils ont élaboré une tradition selon laquelle le calife ne peut être choisi que parmi les descendants directs du Prophète (ce qui n'est le cas ni des Omeyyades, ni des Abbassides, ni évidemment des Ottomans qui reprirent le titre de calife au XVIII^e siècle mais ne sont même pas des Arabes). Mais ils se sont eux-même divisés, en partie sur des enjeux dynastiques, en partie sur des problèmes d'"activisme" politique. On distingue aujourd'hui:

— Les **chiïtes "duodécimains"**, de loin les plus nombreux. Ils ont dans l'ensemble plutôt adopté une attitude de quiétisme politique. Ils reconnaissent douze imams, la lignée (héréditaire) s'interrompant avec la "disparition" du douzième; il est "caché" et reviendra (c'est le "Mahdi").

N.B. Les chiïtes parlent d'**imams** et non de califes, car pour eux ce qui compte c'est la direction spirituelle de la communauté, non la direction temporelle qu'ils sont prêts à abandonner à divers monarques. Pour les chiïtes, les califes, y compris les premiers, ne sont que des monarques qui ont progressivement perdu de vue le caractère essentiellement musulman de leur pouvoir; d'ailleurs la tradition chiïte veut qu'Ali, qui aurait été investi comme successeur par Mahomet juste avant sa mort, n'en ait jamais reconnu aucun: il se serait contenté de les tolérer.

N.B. Même dans le monde chiïte on peut très bien concevoir des "guides" d'une partie de la Communauté seulement: ainsi en 1979 l'imam Khomeyni a été proclamé "guide" de la révolution islamique d'Iran — il est vrai que ce mot vient aussi des traditions politiques occidentales de l'entre-deux-guerres!

Les chiïtes duodécimains forment la majorité de la population en Iran et en Irak (c'est au XVI^e siècle que la monarchie iranienne est devenue chiïte); on en trouve aussi au Liban et en Afghanistan (mais le pouvoir à Bagdad, et à Kaboul toutes factions confondues, est sunnite). Contrairement aux sunnites, en Iran au moins ils ont développé un clergé professionnel, très hiérarchisé. Enfin, communauté souvent persécutée, ils ont **le culte des martyrs**, notamment Hussein, le fils de Ali, tué à la bataille de Karbala en 680 (cette ville, où se trouve le tombeau de Hussein, se trouve aujourd'hui en Irak).

— Les **chiïtes "ismaïliens"** (du nom du fondateur de la branche de la dynastie des imams qu'ils tiennent pour légitime), dits aussi "septimaniens" parce qu'ils ne reconnaissent que sept imams en commun avec les autres chiïtes, ont été longtemps volontiers des activistes, voire des extrémistes. Parmi eux, citons la fameuse secte terroriste **assassins** (les "hachichin", c'est-à-dire les fumeurs de hashish, drogue sous l'emprise de laquelle ils étaient censés commettre leurs crimes), émanation de l'État "nizarite" gouverné depuis l'inaccessible forteresse d'Alamout (aujourd'hui en Afghanistan) par le "Vieux de la Montagne". Cette secte, qui a fait rêver l'Occident romantique, a été active du XI^e au XIII^e siècle (Alamout est tombée sous les coups des Mongols en 1256). L'Égypte a été dirigée par des chiïtes ismaéliens, les fatimides, de 910 à 1171. Il reste des chiïtes ismaéliens, devenus tout à fait quiétistes, en Oman et dans les émirats voisins; et surtout au nord de l'Inde, au Pakistan, en Afghanistan, en Iran et au Tadjikistan: en 1817 l'imam de cette

¹ Pour plus de précision sur les doctrines religieuses chiïtes, et notamment sur l'héritage qu'elles ont recueilli (bien plus que le sunnisme) de la philosophie grecque néoplatonicienne, voyez les excellents (mais fort arides) articles "chiïsme" et "ismaélisme" de l'*Encyclopædia Universalis*.

communauté a pris le titre d'**Aga Khan** ("grand seigneur" en ourdou): les fidèles de l'Aga Khan, descendants des nizarites, sont aujourd'hui environ deux millions.

— D'autres communautés chiïtes ont connu des dérives qui font que les autres musulmans ne les considèrent plus comme tels: ainsi les druzes** du Liban et les Alaouites** de Syrie.

3) Par opposition à tous ces contestataires, les **sunnites** (ceux qui suivent la "sunna", la "tradition") sont ceux qui ont accepté l'autorité des califes omeyyades, et avec elle une forme de "monarchie islamique". Assez logiquement, ils sont les derniers à avoir élaboré une théorie du pouvoir, en réaction contre les contestataires. Pour eux, au moins à l'époque où le califat signifiait encore quelque chose, une autorité unique était nécessaire à la tête de la Communauté afin d'en symboliser l'unité (ils s'en considéraient les gardiens et tenaient les autres pour des schismatiques, des fauteurs de division); ils allaient même jusqu'à soutenir que tout pouvoir est meilleur que la discorde, ce qui les faisait accuser de compromission avec les infidèles. Pour eux le calife devait descendre de la tribu de Kuraysh, mais pas forcément de la famille du Prophète. Malgré tout, ils reconnaissent Ali comme l'un des califes, car il a été légitimement élu par les compagnons du Prophète et à cause de ses immenses mérites dans les premiers temps de l'islam; ils en font même l'un des quatre califes "rachidoun" ("bien dirigés" par Dieu): c'est par opposition aux Omeyyades qui ont suivi, et qui ont fini en espèces de "rois fainéants" (d'où leur renversement en 750). Les sunnites n'ont pas à proprement parler de clergé; dans le monde sunnite n'importe qui peut être choisi pour imam (directeur de la prière) pourvu qu'il connaisse (en principe par cœur) le Coran, ce qui est le devoir de tout bon croyant s'il le peut. Les sunnites (qui forment l'écrasante majorité des musulmans au Levant, en Arabie, en Afrique du nord et en Afrique noire, en Asie centrale et méridionale) sont eux-mêmes très divisés, mais sur des problèmes moins essentiels: sur des points de droit et sur la pureté (l'étroitesse?) de l'interprétation du Coran et de l'application quotidienne du modèle coranique et prophétique. Il existe aussi des controverses d'ordre spirituel: le Coran fait-il partie de la Création ou est-il "parole créée de Dieu"?; où se place la "limite" de la connaissance de Dieu?, etc., mais elles n'ont pas d'implications politiques.

Tout cela, évidemment, a évolué; d'autant plus qu'à partir de 1258 (date de la prise de Bagdad par les Mongols) le califat disparut — jusqu'à ce que les sultans ottomans d'Istanbul ressuscitassent ce titre religieux au XVIII^e siècle, dans le cadre de leur rivalité croissante avec l'Europe chrétienne. Ce n'était plus qu'un symbole ténu, mais auquel on n'avait jamais cessé de se référer (la prière du vendredi se faisait "sous l'invocation" du Calife). Le califat ottoman disparut en 1924. Actuellement, les différences entre chiïtes, sunnites et harijites sont davantage celles issues de la tradition, notamment celles entre les rites et les écoles juridiques, que celles issues de ces controverses politiques désormais bien lointaines; il n'empêche que ce que je viens d'exposer est présent à la mémoire de tous les musulmans cultivés.

III) Quelques points de vocabulaire.

"Roi" se dit "**malik**" en arabe, "**shah**" en persan (on traduit le plus souvent ce mot par "Empereur", pour des raisons essentiellement décoratives) et "ras" dans les langues de l'Éthiopie; il s'agit de pouvoirs purement temporels, qui ne sont pas d'origine islamique (même si les rois musulmans, comme tous les musulmans, agissent pour le bien de l'islam), et qui ne concernent qu'une fraction de la Communauté. Les **Moghols** ou Moghuls sont une dynastie royale de l'Inde, de lointaine origine mongole. Longtemps les souverains musulmans ont évité d'employer ces mots, qui "connotent" le paganisme et l'insoumission au Calife; ce n'est que lorsque l'idée de califat est tombée en désuétude, à la fin de notre Moyen Âge, qu'ils sont devenus courants. Les mots "**cheïkh**" et "sayyid" (ou "**saïd**", ou "sidi") désignent des chefs de clans (le premier, à un niveau plus élevé que le second) dans les régions où le système tribal persiste. Le premier s'utilise surtout dans la péninsule arabique (il en est venu à désigner des souverains d'États indépendants), le second surtout au Maghreb où il a fini, au contraire, par désigner toute personne d'importance. Le "**sultan**" (le "pouvoir") et le **vizir** (mot issu d'une racine signifiant "aide") étaient des hauts fonctionnaires de l'administration califale, en charge de l'autorité temporelle sur l'ensemble de la Communauté à des époques où l'autorité du calife était devenue essentiellement symbolique. Le premier de ces mots a été employé par des souverains musulmans qui ne souhaitent pas se proclamer califes (on a vu plus haut que les souverains ottomans étaient "sultans" et "califes" à la fois, le premier de ces titres préexistant

chronologiquement au second qui n'apparut qu'au XVIIIe siècle). Un "**émir**" était à l'origine un gouverneur (civil et militaire) de province, mais assez vite les califes se sont proclamés "commandeurs (émirs) des croyants", puis d'autres monarques ont repris ce fragment de la titulature califale; c'est toujours l'un des titres du roi du Maroc. **Bey** et "**dey**" sont des équivalents turcs d'"émir", le premier titre étant politique (il signifie "chef") et le second d'ordre tribal ou clanique (étymologiquement, il signifie "oncle paternel").

Un "**mollah**" (mot transcrit d'après le persan: la forme arabe est "mawla") est un "maître", c'est un titre commun à de nombreux dignitaires religieux. Un "**cadi**" ou "caïd" est un juge islamique (il juge selon la "**charia**", la "Loi", un ensemble hétéroclite de textes fixé au IXe siècle, en partie d'après le Coran, en partie d'après des récits de faits et dits du Prophète rapportés par ses compagnons (les hadiths), en partie d'après les traditions des Arabes aux premiers temps de l'islam); le "**mufti**" est un conseiller juridique (ses consultations s'appellent des "**fatwas**"¹); les "**oulémas**" (les "savants") sont les docteurs de la Loi en islam sunnite (ce ne sont pas des théologiens: le dogme n'est pas susceptible d'interprétation, il est fixé une fois pour toutes par le Coran), leurs décisions sont aussi des "fatwas". Un "**chérif**" est un descendant du Prophète (étymologiquement, un "noble"; on trouve des achraf partout et ils représentent effectivement quelque chose comme une noblesse, au Maroc par exemple ils sont très respectés²). Un "**taleb**" ou "talib", au pluriel "taliban", est en principe un étudiant en religion; il étudie dans une "**madrassa**", une école religieuse.

Les "**roumi**" sont à l'origine les chrétiens (représentés au Moyen Âge essentiellement par l'Empire "romain" de Byzance). Ce mot désigne aujourd'hui les Grecs (comme peuple, pas comme citoyens d'un pays), en turc, en arabe, et même en grec moderne (en concurrence avec "helleniki" qui est une réinvention tardive, liée à la redécouverte du passé antique au XIXe siècle). Les mots désignant les Occidentaux dans le monde musulman sont dérivés de l'arabe "Faranj", au pluriel "**Ifranj**", les "Francs": un souvenir des Croisades.

¹ Ce mot, qu'on peut gloser par "décret religieux", n'est donc absolument pas synonyme de "condamnation", encore moins de "condamnation à mort" comme l'usage s'en est imposé en Occident après l'affaire Salman Rushdie, même si bien sûr il y a toujours eu des fatwas répressives. Tout musulman a le devoir de faire son possible pour l'application des fatwas.

² Le mot n'a rien à voir avec l'anglais "sheriff" qui vient de "shire", le comté.